

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1669

12 juillet 2013

SOMMAIRE

Agrindus S.A.	80074	Endurance HC Gamma S.à r.l.	80079
Aiggre ACL Holdings S.à r.l.	80075	EPF Fronhofer Galeria S.à r.l.	80068
Alet Holdings S.à r.l.	80077	EPF Garden Towers S.à r.l.	80074
Ashmore Sicav	80078	EPF Harenberg City-Centre S.à r.l.	80078
Baigre S.à r.l.	80079	EPF Logistics Properties Germany (LP) S.à r.l.	80079
Bamalité Europe S.A.	80076	Farad International S.A.	80073
Brixon International S.à r.l.	80074	Globant S.A.	80111
Cadillon Invest S.A.	80080	GPB Asset Management S.A.	80078
Caret Berzig S.à r.l.	80070	Imayou S.A., SPF	80083
Caret BGHH S.à r.l.	80070	Immo Traders	80082
Caret Bochum S.à r.l.	80070	JPMorgan European Property Finance S.à r.l.	80077
Caret BPLR S.à r.l.	80070	JUDO JIU JITSU CLUB Luxembourg	80073
Caret Bremen S.à r.l.	80070	KEY SAFETY SYSTEMS Luxembourg S.à.r.l.	80112
Caret EB S.à r.l.	80070	La Mancha International GEC S.à r.l.	80083
Caret Essen S.à r.l.	80071	LatCap II SPV II (Luxembourg) S.à r.l. ...	80077
CARET Land S.à r.l.	80071	Luxembourg Business Consultants S.A. ..	80082
Caret Lob S.à r.l.	80071	Mosella Consult S.à r.l.	80081
Caret OFNR S.à r.l.	80071	Naviglio Holdings 2 S.à r.l.	80076
Caret Saarbrücken S.à r.l.	80071	Promobe Participations S.A.	80080
Caret SHSG S.à r.l.	80071	Scoly S.A.	80068
Cheyne Special Situations Investments (No. 3) S.à r.l.	80073	Seema II S.à r.l.	80066
CMB S.à r.l.	80075	Seema Management S.à r.l.	80066
Coiffure Vandivinit Sarl	80075	Seema S.à r.l.	80067
Compagnie Immobilière du Cents S.A. ..	80072	Seema S.à r.l.	80067
CS Fixed Income SICAV-SIF	80099	Société de Climatisation	80068
CS Investment Funds 1	80099	Solidarity Takafol S.A.	80081
CVG Global S.à r.l.	80081	Takafol S.A.	80081
DARaksia Invest S.à r.l.	80073	Toiture Miller Frères, S.à r.l.	80066
Darty Luxembourg, S.à r.l.	80072	TPG Sol S.à r.l.	80069
Directors Dealings Fund (DD Fund)	80112	Upifra S.A.	80069
D.M. INVESTMENTS Spf S.A.	80069	VCM Investment III S.A.	80067
Dubimmo S.A.	80072		
Dyra S.à r.l.	80075		
ECAT S.à r.l.	80072		

Seema II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: NOK 8.000.000,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 134.977.

L'assemblée générale ordinaire de l'actionnaire unique, tenue en date du 28 mai 2013, a décidé d'accepter:

- la démission de Alfheidur Saemundsson en qualité de gérant B de la Société avec effet au 13 mai 2013;
- la nomination avec effet au 13 mai 2013 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant B de la Société de Peter Ezersky, né à New York (Etats-Unis d'Amérique) le 10 décembre 1960, et ayant son adresse professionnelle au 1065, Avenue of the Americas, NY-10018 New-York, Etats-Unis d'Amérique.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 13 mai 2013, composé comme suit:

- Marielle STIJGER, Gérant A
- Alain STEICHEN, Gérant A
- Peter EZERSKY, Gérant B
- Brian BYTOF, Gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Marielle STIJGER
Gérant A

Référence de publication: 2013068572/22.

(130084727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Seema Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: NOK 19.969.455,00.**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 135.615.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 28 mai 2013, a décidé d'accepter:

- la démission de Alfheidur Saemundsson en qualité de gérant B de la Société avec effet au 13 mai 2013;
- la nomination avec effet au 13 mai 2013 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant B de la Société de Peter Ezersky, né à New York (Etats-Unis d'Amérique) le 10 décembre 1960, et ayant son adresse professionnelle au 1065, Avenue of the Americas, NY-10018 New-York, Etats-Unis d'Amérique.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 13 mai 2013, composé comme suit:

- Marielle STIJGER, Gérant A
- Alain STEICHEN, Gérant A
- Peter EZERSKY, Gérant B
- Brian BYTOF, Gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Marielle STIJGER
Gérant A

Référence de publication: 2013068573/22.

(130084729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Toiture Miller Frères, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4930 Bascharage, 124A, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 29.966.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069474/9.

(130085242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

VCM Investment III S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 138.056.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069491/9.

(130085324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Seema S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: NOK 159.498.017,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 133.664.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 8 mai 2013, a décidé d'accepter:

- la démission de Puneet Gulati en qualité de gérant B de la Société avec effet au 15 avril 2013;

- la nomination avec effet au 15 avril 2013 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant B de la Société de Brian Bytof, né en Pennsylvanie (Etats-Unis d'Amérique), le 25 août 1973, et ayant son adresse professionnelle au 1065, Avenue of the Americas, NY-10018 New-York, Etats-Unis d'Amérique.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 15 avril 2013, composé comme suit:

- Marielle STIJGER, Gérant A
- Alain STEICHEN, Gérant A
- Alfheidur SAEMUNDSSON, Gérant B
- Brian BYTOF, Gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Marielle Stijger
Gérant A

Référence de publication: 2013068574/22.

(130084013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Seema S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: NOK 233.300.080,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 133.664.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue en date du 28 mai 2013, a décidé d'accepter:

- la démission de Alfheidur Saemundsson en qualité de gérant B de la Société avec effet au 13 mai 2013;

- la nomination avec effet au 13 mai 2013 et pour une durée indéterminée, en qualité de gérant B de la Société de Peter Ezersky, né à New York (Etats-Unis d'Amérique) le 10 décembre 1960, et ayant son adresse professionnelle au 1065, Avenue of the Americas, NY-10018 New-York, Etats-Unis d'Amérique.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 13 mai 2013, composé comme suit:

- Marielle STIJGER, Gérant A
- Alain STEICHEN, Gérant A
- Peter EZERSKY, Gérant B
- Brian BYTOF, Gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société
Marielle STIJGER
Gérant A

Référence de publication: 2013068575/22.

(130084728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

SOCLIMA, Société de Climatisation, Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 17.482.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à Foetz extraordinairement en date du 14 mai 2013 à 17.00 heures

L'assemblée renouvelle pour une période de six ans les mandats des administrateurs suivants:

Monsieur Gust WELTER, administrateur, né à Esch-sur-Alzette (L) le 17.08.1947, demeurant à L - 3383 Noertzange, 60, Cité Beaulieu

Monsieur Edmond THEISEN, administrateur, né à Mondorf-les-Bains (L) le 29.10.1952, demeurant à L - 5770 Weiler-La-Tour, 3, Op der Maechel

Monsieur Marcel COLBACH, administrateur, né à Luxembourg (L) le 18.08.1967, demeurant à L - 7650 Heffingen, 14A, Beezebiërg

Monsieur Philippe VALENTIN, administrateur, né à Amnéville (F) le 03.12.1961, demeurant à F - 57100 Thionville, 31, Rue des Mûriers

Leurs mandats se termineront à l'issue de l'assemblée générale à tenir en l'an 2019.

L'assemblée renouvelle jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2014 le mandat du réviseur d'entreprises agréé la société Fidewa-Clar S.A., avec siège à L - 3364 Leudelange, 2-4, Rue du Château d'Eau, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165 462.

Pour extrait sincère et conforme

Un administrateur

Référence de publication: 2013068584/24.

(130083904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Scoly S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 125.674.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 8 janvier 2013 que l'assemblée décide de renouveler les mandats d'administrateurs de Monsieur Christophe Antinori demeurant professionnellement L-1660, 30, Grand-Rue et Monsieur Xavier Fabry demeurant professionnellement L-1660, 30, Grand-Rue.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013068602/14.

(130084019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

EPF Fronhofer Galeria S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 117.705.

—
Suivant les résolutions prises par l'associé unique en date du 18 juillet 2012, il a été décidé de renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréé PricewaterhouseCoopers S.à r.l., RCS N° B 65477, avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1014 Luxembourg, et qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signataire autorisé

Référence de publication: 2013069015/15.

(130085657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

TPG Sol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 163.110.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TPG Sol S.à r.l.

Référence de publication: 2013068671/10.

(130084506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Upifra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 55.235.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue au siège social le 16 mai 2013

1. La non-reconduction du mandat d'Administrateur de catégorie B de Mademoiselle Noëlle PICCIONE, employée privée, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est actée.

2. Monsieur Thierry JACOB, employé privé, né le 7 juillet 1967 à Thionville, France, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé en son remplacement en tant que nouvel Administrateur de catégorie B. Son mandat aura une durée de six ans et arrivera à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019.

3. Les mandats suivants:

Administrateurs de catégorie A:

- Monsieur Ugo GUSSALLI BERETTA, Industriel, demeurant à 6, Via Tosio, I-25121 Brescia, ITALIE,
- Monsieur Pietro GUSSALLI BERETTA, Industriel, demeurant au 438 Hoheggstrasse, A-6100 Seefeld in Tirol, AUTRICHE,
- Monsieur Franco GUSSALLI BERETTA, Industriel, demeurant désormais au 136A, Viale Italice, I-55042 Forte dei Marmi, ITALIE,
- Monsieur Walter Carl Gustav STRESEMANN, demeurant au 31 Chemin Jacques Attenville, CH - Grand-Saconnex (Canton de Genève), SUISSE,

Administrateurs de Catégorie B

- Monsieur Jean-Robert BARTOLINI, diplômé D.E.S.S., demeurant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg,
- Monsieur Alain RENARD, employé privé, demeurant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, sont reconduits pour une nouvelle période de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019.

4. Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN CONTROLE S.A., société anonyme, ayant son siège social au 12 rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg, est reconduit pour une nouvelle période de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2019.

Certifié sincère et conforme

UPIFRA S.A.

Signatures

Administrateur de Catégorie A / Administrateur de Catégorie B

Référence de publication: 2013068688/35.

(130084217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

D.M. INVESTMENTS Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 37.550.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069720/9.

(130086301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Caret Berzig S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 115.270.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013069679/9.
(130085837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Caret BGHH S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 115.275.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013069680/9.
(130085836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Caret Bochum S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 115.273.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013069681/9.
(130085835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Caret BPLR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 115.335.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013069682/9.
(130085834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Caret Bremen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 115.272.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013069683/9.
(130085833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Caret EB S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 115.277.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013069684/9.
(130085831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Caret Essen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 115.338.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069685/9.

(130085832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

CARET Land S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 122.449.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069686/9.

(130085830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Caret Lob S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 115.268.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069687/9.

(130085829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Caret OFNR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 115.274.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069688/9.

(130085828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Caret Saarbrücken S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 115.336.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069691/9.

(130085826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Caret SHSG S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 115.276.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069692/9.

(130085825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

ECAT S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3583 Dudelange, 27, rue des Mouleurs.

R.C.S. Luxembourg B 153.987.

—
DISSOLUTION*Extrait*

Il résulte d'un acte de dissolution de société, reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 15 mai 2013, numéro 2013/0989 de son répertoire, enregistré à Capellen, le 22 mai 2013, relation: CAP/2013/1770 de la société à responsabilité limitée "ECAT S.à r.l.", avec siège social à L-3583 Dudelange, 27, rue des Mouleurs, inscrite au RCS à Luxembourg sous le numéro B 153 987, constituée suivant acte reçu par Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, en date du 21 juin 2010, publié au Mémorial C numéro 1612 du 9 août 2010, ce qui suit:

- Monsieur Abolghasem RANJBAR GIGSARI, seul associé, a déclaré procéder à la dissolution et à la liquidation de la société prédite, avec effet au 15 mai 2013,
- la société dissoute n'a plus d'activités.
- l'associé a déclaré en outre que la liquidation de la prédite société a été achevée et qu'il assume tous les éléments actifs et passifs éventuels de la société dissoute.
- que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant la durée de cinq années à l'adresse suivante: L-3583 Dudelange, 25, rue des Mouleurs.

Bascharage, le 24 mai 2013.

Pour extrait conforme

Alex WEBER

Le notaire

Référence de publication: 2013068754/25.

(130084105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Compagnie Immobilière du Cents S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1113 Luxembourg, rue John L. Mac Adam.

R.C.S. Luxembourg B 97.359.

Par la présente, je vous notifie ma démission en tant qu'administrateur de la S.A. Compagnie Immobilière du Cents avec effet au 01.05.2013.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

David WEIS.

Référence de publication: 2013068935/10.

(130084763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Dubimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 87.223.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013068981/10.

(130085021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Darty Luxembourg, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 14, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 23.351.

Les comptes annuels au 30 avril 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069724/9.

(130086379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

DARaksia Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8152 Bridel, 1, allée des Sorbiers.

R.C.S. Luxembourg B 156.716.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069731/9.

(130086419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

JUDO JIU JITSU CLUB Luxembourg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 60, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg F 4.699.

Modification des Statuts:

1) changement de l'article 14 des statuts:

Texte actuel:

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président, ou en cas de son empêchement, du Vice-président ou de deux administrateurs et au moins une fois tous les trois mois; les convocations adressés au moins cinq jours à l'avance à tous les membres, contiendront l'ordre du jour.

Texte proposé:

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président, ou en cas de son empêchement, du Vice-président ou de deux administrateurs et au moins une fois tous les quatre mois; les convocations adressés au moins cinq jours à l'avance à tous les membres, contiendront l'ordre du jour.

2) changement de l'article 18 des statuts:

Texte actuel:

L'Assemblée ordinaire se réunit au moins une fois par an, dans le courant du premier trimestre, aux fins d'approbation des comptes de l'exercice écoulé, du Rapport du Conseil d'Administration, du ou des commissaires aux comptes et de l'examen du budget de l'exercice en cours.

Texte proposé:

L'Assemblée ordinaire se réunit au moins une fois par an, dans le premier semestre de l'année, aux fins d'approbation des comptes de l'exercice écoulé, du Rapport du Conseil d'Administration, du ou des commissaires aux comptes et de l'examen du budget de l'exercice en cours.

Référence de publication: 2013068757/26.

(130084653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Cheyne Special Situations Investments (No. 3) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 140.181.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29.05.2013.

Christina Horf.

Référence de publication: 2013068887/10.

(130085373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Farad International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 80.587.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013069792/9.

(130086038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Agrindus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 21.186.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 28 mai 2013:

- M. Giuliano BIDOLI, , 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été nommé Administrateur de catégorie B, avec effet rétroactif au 17.12.2012 en remplacement de M. Yannick KANTOR, administrateur démissionnaire de catégorie B. Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2018.

- Mme Elisa Paola ARMANDOLA, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg a été nommée Administrateur de catégorie B, en remplacement de M. Guy KETTMANN, administrateur démissionnaire de catégorie B.

Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2018.

- Le mandat de l'administrateur B, M. Guy BAUMANN, a été renouvelé pour une durée de six ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2018.

- Le mandat de l'administrateur A, M. Antonio SOLER SOLER, a été renouvelé pour une durée de six ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2018.

- Le mandat du Réviseur Indépendant GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A., société anonyme, a été renouvelé pour une durée d'un an, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2014.

Luxembourg, le 28.05.2013.

Pour: AGRINDUS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Cindy Szabo / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013068774/26.

(130084812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Brixon International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 126.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

BRIXON INTERNATIONAL S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013068878/12.

(130085337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

EPF Garden Towers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 120.538.

Suivant les résolutions prises par l'associé unique en date du 18 juillet 2012, il a été décidé de renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréé PricewaterhouseCoopers S.à r.l., RCS N° B 65477, avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1470 Luxembourg, et qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signataire autorisé

Référence de publication: 2013069016/15.

(130085658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Aiggre ACL Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 123.658.

—
EXTRAIT

En vertu des résolutions circulaires de l'associé de la Société datées du 28 mai 2013, il a été décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Benoit Bauduin en tant que gérant de la Société, et ce avec effet au 28 mai 2013;
- de nommer Mlle Bouchra Akhertous, née le 08 octobre 1974 à Mont-Saint-Martin, avec adresse professionnelle au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, gérant de la Société, et ce avec effet au 28 mai 2013 et pour une durée indéterminée.

Le Conseil de Gérance se compose dès lors comme suit:

- Philippe Salpetier
- Brenda Monaghan
- Bouchra Akhertous
- Lucy McIntyre

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

Bouchra Akhertous
Mandataire

Référence de publication: 2013068806/23.

(130085490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

CMB S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5485 Wormeldange-Haut, 2, Op Tomm.
R.C.S. Luxembourg B 120.074.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013068925/10.

(130085091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Coiffure Vandivinit Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5540 Remich, 28, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 121.066.

—
Le bilan au 31 décembre 2012 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29/05/2013.

Référence de publication: 2013068928/10.

(130085164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Dyra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 134.719.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 mai 2013.

Référence de publication: 2013068993/10.

(130085606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Bamalité Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 9, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 139.046.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung abgehalten am Firmensitz ausserordentlich am 26. April 2013 um 12.00 Uhr

Herr Govert Willem MACLEANEN, geboren am 20.08.1938 in Hurwenen (NL), wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin, legt am heutigen Tag sein Mandat als Delegierter des Verwaltungsrates nieder.

Die Versammlung beschließt einstimmig Frau Marchje W. KOSTER, geboren am 17.03.1955 in Reeuwijk (NL), beruflich wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin, als viertes Verwaltungsratsmitglied zu ernennen. Ihr Mandat endet mit der Generalversammlung, die im Jahr 2019 stattfinden wird.

Die Versammlung verlängert bis zur Generalversammlung, die im Jahre 2019 stattfinden wird, die Mandate folgender Verwaltungsratsmitglieder:

- Govert Willem MACLEANEN, geboren am 20.08.1938 in Hurwenen (NL), wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin
- Alexander SPECHT, geboren am 21.10.1976 in Zwijndrecht (NL), wohnhaft in NL-3077 CX Rotterdam, Regenboogkade 69
- Silke KOSTER, geboren am 29.03.1981 in Trier (D), beruflich wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin

Nach Absprache des Verwaltungsrates und Genehmigung der Generalversammlung des heutigen Tages beschließen die Verwaltungsratsmitglieder einstimmig gemäß Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915 und Artikel 11 der Statuten, die tägliche und technische Geschäftsführung an Frau Marchje W. KOSTER, geboren am 17.03.1955 in Reeuwijk (NL), beruflich wohnhaft in L-5401 Ahn, 7, route du Vin, zu übertragen. Sie wird als Delegierte des Verwaltungsrates ernannt und kann die Gesellschaft nach außen durch ihre alleinige Unterschrift verpflichten.

Das Mandat des Aufsichtskommissars EWA REVISION S.A., eingeschrieben im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 38 937 wird ersetzt durch die Firma FIRELUX S.A., eingeschrieben im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 84 589, mit Sitz in L - 9053 Ettelbruck, 45, Avenue J.F. Kennedy.

Dieses Mandat endet bei der ordentlichen Generalversammlung, die im Jahre 2019 stattfinden wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2013068831/31.

(130084364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Naviglio Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 144.049.

EXTRAIT

Il ressort d'une convention de cession de parts sociales exécutée en date du 4 juin 2012 que Vesta Italia Equity (Luxembourg) S.à.r.l une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 95322 a cédé la totalité de ses 250 parts sociales ordinaires détenues dans la Société et d'une valeur nominale de vingt-cinq euro (€25) chacune à Resitalia Equity S.à.r.l une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 95323

A compter du 4 juin 2012, toutes les 250 parts sociales ordinaires, ainsi que toutes les 250 parts sociales privilégiées sont détenues exclusivement par Resitalia Equity S.à.r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013069264/22.

(130085567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Alet Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 177.072.

—
EXTRAIT

Il résulte du contrat de transfert de parts sociales signé en date du 19 avril 2013 que les parts de la société de EUR 1,- chacune, seront désormais réparties comme suit:

Désignation de l'associé	Nombre de Parts Sociales
	Part sociales ordinaires 15.000
	Parts sociales Classe A 5.000
	Parts sociales Classe B 5.000
Oglesby Investments Limited Offshore Incorporation	Parts sociales Classe C 5.000
Centre, Road Town Tortola, Iles Vierges Britanniques	Parts sociales Classe D 5.000
	Parts sociales Classe E 5.000
	Parts sociales Classe F 5.000
	Parts sociales Classe G 5.000
	<u>Total 50.000</u>

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

Référence de publication: 2013068782/24.

(130085609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

LatCap II SPV II (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 754.100,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 88.823.

Il est à noter la nouvelle adresse du gérant, Monsieur Emilio BASSINI, comme suit:

- Monsieur Emilio BASSINI, 183 Madison Avenue, Suite 504, 10016 New York, New York, États-Unis.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Corporate Services S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2013069174/14.

(130084795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

JPMorgan European Property Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 128.911.

Suivant les résolutions prises par l'associé unique en date du 18 juillet 2012, il a été décidé de renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréé PricewaterhouseCoopers S.à r.l., RCS N° B 65477, avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1014 Luxembourg, et qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signataire autorisé

Référence de publication: 2013069142/15.

(130085664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Ashmore Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 90.279.

L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue le 24 avril 2013 a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a pris acte de la démission de Monsieur Ian Baillie (demeurant au Grand-Duché de Luxembourg) avec effet au 2 juillet 2012. Il a également été noté que le Conseil d'Administration a nommé Monsieur Steve David (demeurant 2 rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg) comme administrateur de la Société en remplacement de Monsieur Ian Baillie. Monsieur Steve David a terminé le mandat de Monsieur Ian Baillie.

2. L'Assemblée a élu Monsieur Steve David (demeurant 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg) dans sa qualité d'administrateur de la Société pour une période d'un an se terminant à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2014;

3. L'Assemblée a réélu Messieurs Claude Kremer (demeurant au Grand-Duché de Luxembourg) ainsi que Monsieur Michael Moody (demeurant au Royaume-Uni) à la fonction d'administrateurs pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui aura lieu en 2014;

4. L'Assemblée a réélu KPMG Audit à la fonction de réviseur d'entreprises pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle se tenant en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour ASHMORE SICAV

Northern Trust Luxembourg Management Company S.A.

Référence de publication: 2013068818/24.

(130084761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

GPB Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 130.596.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 4 juillet 2007 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2091 du 25 septembre 2007.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GPB ASSET MANAGEMENT S.A.

S. Curfs

Head, Legal & Compliance

Référence de publication: 2013069078/14.

(130084870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

EPF Harenberg City-Centre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 120.539.

Suivant les résolutions prises par l'associé unique en date du 18 juillet 2012, il a été décidé de renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréé PricewaterhouseCoopers S.à r.l., RCS N° B 65477, avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1470 Luxembourg, et qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signataire autorisé

Référence de publication: 2013069017/15.

(130085659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Baigre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 97.049.

—
EXTRAIT

En vertu des résolutions circulaires de l'associé de la Société datées du 28 mai 2013, il a été décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Benoit Bauduin en tant que gérant de la Société, et ce avec effet au 28 mai 2013;
- de nommer Mlle Bouchra Akhertous, née le 08 octobre 1974 à Mont-Saint-Martin, avec adresse professionnelle au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, gérant de la Société, et ce avec effet au 28 mai 2013 et pour une durée indéterminée.

Le Conseil de Gérance se compose dès lors comme suit:

- Philippe Salpetier
- Brenda Monaghan
- Bouchra Akhertous
- Lucy McIntyre

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

Bouchra Akhertous

Mandataire

Référence de publication: 2013068854/23.

(130085489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Endurance HC Gamma S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 133.238.

—
Extrait des Minutes de l'Assemblée Générale qui s'est tenue le 28 mai 201 au siège social de la société

L'Assemblée générale a pris note avec effet immédiat du changement d'adresse:

- Orco Germany S.A. , société anonyme, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B102254, en qualité d'associé;
- Monsieur Yves Désiront, gérant, avec adresse professionnelle au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg en qualité de membre du conseil de gérance.

Référence de publication: 2013069009/14.

(130085345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

EPF Logistics Properties Germany (LP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 128.127.

—
Suivant les résolutions prises par l'associé unique en date du 18 juillet 2012, il a été décidé de renouveler le mandat du réviseur d'entreprises agréé PricewaterhouseCoopers S.à r.l., RCS N° B 65477, avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1014 Luxembourg, et qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signataire autorisé

Référence de publication: 2013069019/15.

(130085661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Cadillon Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 85.362.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire tenue à Bertrange le 29 mai 2013

Il résulte dudit procès-verbal que le mandat d'administrateur des sociétés CRITERIA S.à.r.l. et PROCEDIA S.à.r.l., avec siège social au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange et de Monsieur Gabriel JEAN, demeurant au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, a été renouvelé pour une période de 6 ans. Leur mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2019.

Il résulte également dudit procès-verbal que la société MARBLEDEAL LUXEMBOURG S.à.r.l., avec siège social au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, a été nommée en tant que commissaire aux comptes pour une période de 6 ans. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2019.

Il résulte dudit procès-verbal que le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à Monsieur Gabriel JEAN, demeurant au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange.

Extrait sincère et conforme des décisions circulaires du conseil d'administration adoptées le 29 mai 2013

Il résulte également desdites décisions que la gestion journalière de la société a été déléguée à Monsieur Gabriel JEAN, demeurant au 10B rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange.

En sa qualité d'administrateur-délégué, Monsieur Gabriel JEAN aura le pouvoir d'engager la Société par sa seule signature dans le cadre des actes de gestion journalière.

Il résulte desdites décisions que Monsieur Gabriel JEAN, demeurant au 10B rue des Mérovingiens,

L-8070 Bertrange, a été nommé en tant que président du Conseil d'Administration de la Société à compter de ce jour, conformément à l'Article 7 des Statuts de la Société.

En qualité de président, Monsieur Gabriel JEAN aura tous les pouvoirs réservés à cette fonction dans les Statuts de la Société.

Bertrange, le 29 mai 2013.

Pour CADILLON INVEST S.A.

Référence de publication: 2013069672/30.

(130086138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Promobe Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 84.702.

Extrait de l'assemblée générale du 23 avril 2013:

- n'a pas renouvelé le mandat d'administrateur de Madame Neva ROSSI venant à expiration lors de l'assemblée générale du 23 avril 2013;

- a renouvelé en qualité d'administrateur et de Président du Conseil d'Administration de la société, Monsieur Aldo BECCA, né à Valtopina (Italie), le 1^{er} septembre 1934, demeurant professionnellement à L-2370 Howald, 1 rue Peternelchen, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2018;

- a renouvelé en qualité d'administrateur de la société, Monsieur Flavio BECCA, né à Luxembourg, le 18 juin 1962, demeurant professionnellement à L-2370 Howald, 1 rue Peternelchen, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2018;

- a nommé en qualité de nouvel administrateur de la société, Monsieur Daniel GILLARD, né à Malmédy (Belgique), le 15 décembre 1961, demeurant professionnellement à L-2370 Howald, 1 rue Peternelchen, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2018;

- a renouvelé en qualité de commissaire de la société, la société à responsabilité limitée INTERAUDIT, établie et ayant son siège social à L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 29.501, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2018.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013070054/23.

(130085959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

CVG Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 131.507.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire des associés tenue en date du 28 mai 2013 au siège sociale de la société

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés tenue en date du 28 mai 2013 au siège social que (traduction libre):

"Première résolution

Les Associés décident à l'unanimité d'accepter la démission en tant que gérant de la Société de Monsieur Mervin DUNN, moyennant sa lettre de démission en date du 22 mai 2013, avec effet le 22 mai 2013.

Deuxième résolution

Les Associés décident à l'unanimité de nommer en tant que gérant de la Société Monsieur Chad UTRUP, comptable, né dans l'Ohio, Etats-Unis d'Amérique, le 18 novembre 1972, demeurant professionnellement au 7800 Walton Parkway, New Albany, Ohio 43054, Etats-Unis d'Amérique, avec effet le 22 mai 2013.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 mai 2013.

Référence de publication: 2013069717/20.

(130085777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

**Solidarity Takafol S.A., Société Anonyme,
(anc. Takafol S.A.).**

Siège social: L-1525 Luxembourg, 3, rue Alexandre Fleming.
R.C.S. Luxembourg B 20.046.

Conseil d'Administration

L'assemblée générale annuelle des actionnaires du 24 mai 2013 a réélu administrateurs pour la durée d'une année et jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de 2014:

- 1) Monsieur Ashraf Bseisu, président du conseil d'administration, demeurant à A'Ali 746, Royaume de Bahrain, Villa 111, route 4615,
- 2) Monsieur Abdel Latif Sayed, administrateur, demeurant à L- 8265 Marner, 59, rue F. Trausch,
- 3) Monsieur Muniswamy Venkatesan, administrateur, demeurant à Tashan 405, Royaume de Bahrain, Flat 12, Building 138,
- 4) Monsieur Youssef Al Kareh, administrateur, demeurant à Jurdab 729, Royaume de Bahrain, House 2096, Road 2957.

Réviseur d'Entreprise

La même assemblée générale annuelle des actionnaires a élu réviseur d'entreprise pour la durée d'une année et jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de 2014:

MAZARS Luxembourg, représenté par Monsieur Pierre Friderich, 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Luxembourg, le 24 mai 2013.

Pour SOLIDARITY TAKAFOL S.A.

Par mandat

Abdel Latif SAYED

Référence de publication: 2013069428/25.

(130084926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2013.

Mosella Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 51.918.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013070578/9.

(130087109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2013.

Immo Traders, Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 102.078.

—
Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 3 MAI 2013

Monsieur Bertrand ROOSEN, demeurant 82, chemin du bois de Hal, B-1420 BRAINE L'ALLEUD, est nommé en qualité de nouvel administrateur de la société en remplacement de Monsieur Marcel ROOSEN.

Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

Madame Catherine STUCKENS, demeurant 82, chemin du bois de Hal, B-1420 BRAINE L'ALLEUD, est nommée en qualité de nouvel administrateur de la société en remplacement de Madame Nicole GROS dont le mandat est venu à échéance.

Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

Le mandat d'administrateur de Madame Bernhilde ROOSEN, demeurant 32, rue de Braine, B-7090 BRAINE-LE-COMTE, est renouvelé.

Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

Monsieur Bertrand ROOSEN, demeurant 82, chemin du bois de Hal, B-1420 BRAINE L'ALLEUD, est nommé en qualité de nouvel administrateur-délégué de la société en remplacement de Monsieur Marcel ROOSEN.

Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

Madame Catherine STUCKENS, demeurant 82, chemin du bois de Hal, B-1420 BRAINE L'ALLEUD, est nommé en qualité de commissaire aux comptes en remplacement de Monsieur Bertrand ROOSEN.

Son mandat arrivera à échéance lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

Luxembourg, le 30 mai 2013.

Fiduciaire des P.M.E.

Société anonyme

Signatures

Référence de publication: 2013069878/28.

(130086333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Luxembourg Business Consultants S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 76.858.

—
Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 6 mai 2013 que:

- Monsieur Romain NILLES, Expert-comptable, né à Ettelbruck le 29/08/1967 demeurant professionnellement 4, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg a été nommé administrateur de la Société.

Le mandat d'administrateur de Monsieur Romain NILLES prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2017.

Le conseil d'administration de la Société se compose désormais comme suit, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos en 2017:

- Monsieur Dan EPPS, Conseil fiscal, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt (président du Conseil d'Administration)

- Monsieur Jean-Paul FRANK, Expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt

- Monsieur Max GALOWICH, Juriste, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt

- Monsieur Steve KIEFFER, Expert-comptable, demeurant professionnellement 4, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg

- Monsieur Romain NILLES, Expert-comptable, demeurant professionnellement 4, rue Henri Schnadt à L-2530 Luxembourg

Luxembourg, le 6 mai 2013.

Pour extrait conforme

Pour la Société

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2013069934/28.

(130085755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Imayou S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 130.051.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 29 mai 2013

- Monsieur Etienne JOANNES, employé privé, né le 5 mars 1976 à Saint -Mard, Belgique, résidant professionnellement au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg résidant professionnellement au 412F route d'Esch, L-25086 Luxembourg est nommé administrateur en remplacement de Mademoiselle Noëlle PICCIONE qui ne souhaite pas voir son mandat d'administrateur reconduit. Ce dernier est nommé pour une période statutaire de six ans, soit jusqu'à l'assemblée générale statutaire de l'an 2019.

- les mandats d'Administrateur de:

* Monsieur Olivier BEAUDOUL, employé privé, résidant professionnellement au 412F route D'Esch, L-2086 Luxembourg

* Monsieur Diaudecy BONHOMME, employé privé, résidant professionnellement au 412F route D'Esch, L-2086 Luxembourg

sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de six ans, soit jusqu'à l'assemblée générale statutaire de l'an 2019

- Le mandat du Commissaire aux Comptes:

* FIN Contrôle S.A., société anonyme, commissaire aux comptes, ayant son siège social au 12 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de six ans, soit jusqu'à l'assemblée générale statutaire de l'an 2019

Fait à Luxembourg, le 29 mai 2013.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2013069875/26.

(130086318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

La Mancha International GEC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 178.257.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirteenth day of June.

Before the undersigned Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Skywarp SP 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B 164842,

duly represented by Mr. Louis-Foulques Servajean-Hilst, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 12 June 2013 in Luxembourg.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party has requested the notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée, which they wish to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There is hereby established among the current subscriber of the shares and/or anyone who may become a shareholder in the future, a company in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "La Mancha International GEC S.à r.l." (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, by article 1832 of the Civil Code, as amended from time to time, and by the present articles of incorporation.

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 3. Purpose.

3.1. The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities of the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as any equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio.

3.2. The Company may further:

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company (the "Group"), or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company;
- lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company;
- provide technical assistance and services in the field of mining operations to the companies of the Group, including but not limited to providing assistance in procurement operations and contracts, sourcing services, field exploration and mining matters as well as finance, administrative and human resource matters in relation thereto; and
- provide various administrative and technical consulting services to the companies of the Group, including but not limited to providing finance, planning and budgeting support, business development and internal reorganization assistance and advisory services, legal, tax and administrative support, providing consulting services in technical matters related to mining operations and in resources management and development as well as in the field of procurement management.

3.3. The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may especially:

- raise funds through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature, subject to the terms and conditions of the law;
- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and
- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

Art. 4. Registered office.

4.1. The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2. Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of managers.

4.3. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.5. In the event that in the view of the board of managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

B. Share capital - Shares - Register of shareholders - Ownership and Transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), consisting of twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2. In addition to the share capital, a premium account may be set up, into which any premium paid on any share in addition to the par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

5.3. Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced once or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these articles of association or, as the case may be, by the law for any amendment of these articles of association.

5.4. Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares will be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of managers shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s), announcing the opening of the subscription. However, the general meeting of shareholders, called to resolve upon an increase of the Company's share capital, may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s). Such resolution shall be adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1. The Company's share capital is divided into shares, each of them with the same par value.

6.2. The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

6.3. A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

6.4. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5. The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.6. The Company's shares are in registered form.

Art. 7. Register of shareholders.

7.1. A register of shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shareholders will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, any transfer of shares, the date of notification to or acceptance by the Company of such transfer pursuant to these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2. Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership and transfer of shares.

8.1. Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shareholders. Certificates of the recordings in the register of shareholders will be issued and signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2. The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

8.3. The Company's shares are freely transferable among existing shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders, including the transferor, representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least. Unless otherwise provided by law, the shares may not be transmitted by reason of death to non-shareholders, except with the approval of shareholders representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the voting rights of the surviving shareholders at least.

8.4. Any transfer of shares will need to be documented through a transfer agreement in writing under private seal or in notarised form, as the case may be, and such transfer will become effective towards the Company and third parties upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, following which any member of the board of managers may record the transfer in the register of shareholders.

8.5. The Company, through any of its managers, may also accept and enter into the register of shareholders any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

C. General Meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1. The shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2. If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders, being provided that the sole shareholder may take its decisions by written resolutions outside any meeting, notwithstanding any wording use in these articles of association. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole shareholder".

9.3. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association. In this respect, for the purpose of resolving on any of the following specific items, no action or decisions shall be taken by the board of managers or any manager unless the prior approval of the shareholders is granted in the form of minutes of the general meeting of the shareholders, as described in the article 13.1 of these articles of association, or, as the case may be, in the form of written resolutions of the sole shareholder, as described in the article 13.2 of these articles of association:

- Approval of the annual budget of the Company;
- Any issuance by the Company of shares or securities of any kind, including without limitation, as an option or dividend payment.
- The acquisition, subscription, exchange or transfer by the Company of any kind or amount of securities, except shares in a mutual fund or other short-term investment and except if such transaction forms part of an investment project previously approved by the shareholders.
- The creation, purchase or sale by the Company of any company, business, trust, joint venture or any other entity of any kind, except if such transaction has been approved by the shareholders within the annual budget of the Company.
- The sale or purchase by the Company of assets or of a business concern, in case this transaction is outside the ordinary course of business of the Company and except if such transaction has been approved by the shareholders within the annual budget of the Company.
- Any partnership transactions or any joint venture agreement entered into by the Company relating to mining business or properties, any shareholders' agreement, except if such transaction forms part of an investment project previously approved by the shareholders.
- The creation, extension, reduction, or suppression by the Company of any activity, except if such transaction has been approved by the shareholders within the annual budget of the Company.
- The agreement for or amendment of any material terms of any agreements relating to financing or borrowing granted to or by the Company (including by way of a financial lease), for an amount exceeding USD 1,000,000.
- The granting over any shares or assets of the Company of any charge, pledge, guarantee or any other security in any way securing an amount in excess of USD 1,000,000, except for security interest forming part of financing agreements previously approved by the shareholders.
- Any decision involving operational investment of the Company for an amount involved per transaction in excess of USD 5,000,000, except if such investment has been approved by the shareholders within the annual budget of the Company as specific detailed item and not as part of the global provision.
- Any other decision (including the conclusion, amendment or termination of any agreement) by the Company involving immediate or future income, expenditure, investment or commitment in one or more installments, including any operatorship agreement, for an amount involved per transaction in excess of USD 1,000,000, except if such transaction has been approved within the annual budget of the Company or is part of a project previously approved by the shareholders.
- The commencement and management of any judicial, regulatory or arbitration proceedings of any kind, or the conclusion of any settlement agreement as defendant or plaintiff, if the amount at stake per proceedings exceeds USD 1,000,000.
- The implementation by the Company of any stock option, company savings, contribution, incentive or profit-sharing scheme for the employees and company officers and any modification of such schemes except as a result of a legal obligation.
- The recruitment by the Company of any officer or employee holding a key position or whose gross annual salary (including bonuses and allowances) is in excess of USD 500,000 or the dismissal of any such officer or employee, the increase of their remuneration or of other benefits granted to them; the increase of any gross annual salary (including bonuses and allowances) of any officer or employee if such salary shall be in excess of USD 500,000 after the increase.

9.4. In case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of association regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

Art. 10. Convening general meetings of shareholders.

10.1. The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers, by the statutory auditor(s), if any, or by shareholders representing in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

10.2. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting.

10.3. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

10.4. The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter, mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.5. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

10.6. General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad only if, in the discretionary opinion of the board of managers, circumstances of force majeure so require.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders - Vote by resolution in writing.

11.1. A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2. An attendance list indicating the name of the shareholders, the number of shares held by them and, if applicable, the name of their representative, is drawn up and signed by the board of the meeting.

11.3. Quorum and vote

11.3.1. Each share entitles to one (1) vote.

11.3.2. Unless otherwise provided by law or by these articles of association, resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

11.4. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

11.5. Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

11.6. Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by marking with a cross the appropriate box. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

11.7. The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Amendment of the articles of association. Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted by a (i) majority in number of the shareholders (ii) representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least.

Art. 13. Minutes of general meetings of shareholders.

13.1. The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

13.2. The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions in the form of written resolutions of the sole shareholder.

13.3. Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

D. Management

Art. 14. Powers of the board of managers.

14.1. The Company shall be managed by up to six (6) managers, who need not be shareholders of the Company. In case of plurality of managers, the managers shall form a board of managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. The board of managers shall be comprised of (i) up to three (3) class A managers and (ii) up to three (3) class B managers who shall be Luxembourg residents, being provided that the class B

managers shall at any time represent half of the appointed managers. To the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole manager".

14.2. The board of managers is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the shareholder (s). In this respect, article 9.3 outlines the decisions and actions of the board of managers that are subject to prior approval from the shareholder(s).

14.3. The Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.

14.4. The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company.

14.5. The exclusive and effective place of management shall be Luxembourg. All management activities shall be carried out in or from Luxembourg.

Art. 15. Composition of the board of managers. The board of managers must choose from among its members a chairman of the board of managers. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of managers.

Art. 16. Election and Removal of managers and Term of the office.

16.1. Managers shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

16.2. Any manager may be removed at any time, without notice and ad nutum (without cause) by the general meeting of shareholders.

16.3. Any manager shall hold office until his successor is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

Art. 17. Convening meetings of the board of managers.

17.1. The board of managers shall meet upon call by its chairman or by any of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

17.2. The notice of the meeting shall specify the place, the day and the hour of the meeting of the board of managers. Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each manager in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of managers are present or represented at a meeting of the board of managers or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

Art. 18. Conduct of meetings of the board of managers.

18.1. The chairman of the board of managers shall preside at all meeting of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore.

18.2. Quorum

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers including at least one (1) class B manager who shall be present and one (1) class A manager who may be present or represented at a meeting of the board of managers.

18.3. Vote

Resolutions are adopted with the approval of a majority of votes of the managers present or represented at such meeting, including at least one (1) class A manager and one (1) class B manager. In case of equality of vote, the class B manager shall have a casting vote.

18.4. Any class B manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing by telefax, telegram, electronic mail or telex another class B manager as his proxy, and any class A manager may appoint in writing by telefax, telegram, electronic mail or telex any class A or any class B manager as his proxy. A class B manager may represent more than one of his fellow class B managers or class A manager, and any class A manager may represent more than one of his fellow class A managers under the condition however that at least one class B manager is present at the meeting.

18.5. Any manager who participates in a meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such manager's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. Any participation to a conference call initiated and chaired by

a manager located in Luxembourg shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg. A meeting of the board of managers held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

18.6. The board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

18.7. Any manager who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of managers which conflicts with the Company's interest, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant manager shall count for the quorum but shall not take part in the discussions on and shall not vote on the relevant transaction. Where the Company has a sole manager and the sole manager has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole manager and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction. This article 18.7 shall not be applicable to current operations entered into under normal conditions.

18.8. The Company shall indemnify any manager and his heirs, executors and administrators, for expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or procedure to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager, or at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except for such action, suit or procedure in relation to matters for which he be held liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters that the Company has been advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights which the relevant person may be entitled to.

Art. 19. Minutes of meetings of the board of managers.

19.1. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be or any class A manager and class B manager acting jointly.

19.2. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his resolutions.

19.3. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

Art. 20. Dealings with third parties.

20.1. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of a class A manager and a class B manager or by the signature of the sole manager or by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of managers or by the sole manager. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation.

E. Supervision

Art. 21. Statutory auditor(s) - Independent auditor(s).

21.1. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, its operations shall be supervised by one or several statutory auditors, who may be shareholders or not.

21.2. The general meeting of shareholders shall determine the number of statutory auditors, shall appoint them and shall fix their remuneration and term of the office. A former or current statutory auditor may be reappointed by the general meeting of shareholders.

21.3. Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

21.4. The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.5. The statutory auditors may be assisted by an expert in order to verify the Company's books and accounts. Such expert must be approved by the Company.

21.6. In case of plurality of statutory auditors, they will form a board of statutory auditors, which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a statutory auditor. Regarding the convening and conduct of meetings of the board of statutory auditors the rules provided in these articles of association relating to the convening and conduct of meetings of the board of managers shall apply.

21.7. If the Company exceeds two (2) of the three (3) criteria provided for in the first paragraph of article 35 of the law of 19 December 2002 regarding the Trade and Companies Register and the accounting and annual accounts of undertakings for the period of time as provided in article 36 of the same law, the statutory auditors will be replaced by one or several independent auditors, chosen among the members of the Institut des réviseurs d'entreprises, to be appointed by the general meeting of shareholders, which determines the duration of his office.

F. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 22. Financial year. The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

Art. 23. Allocation of profits.

23.1. From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

23.2. Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

23.3. In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.4. Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association.

Art. 24. Interim dividends - Share premium.

24.1. The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

24.2. The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

H. Governing law

Art. 26. Governing law. These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended.

Transitional provisions

1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2013.

2) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by Skywarp SP 1 S.à r.l., prenamed.

All the shares subscribed are fully paid-up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and considering itself as regularly convened, has thereupon passed the following resolutions:

1. The number of members of the board of managers is fixed at two (2).
2. The following persons are appointed as members of the board of managers of the Company:
 - a) Ms. Iman Naguib, born on 7 June 1977 with professional address at 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class A manager; and
 - b) Mr. Fabio Ceccarelli, born on 13 November 1962 with professional address at 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B manager.
3. The term of the office of the members of the board of managers shall end on the date when the general meeting of shareholders/sole shareholder shall resolve upon the approval of the Company's accounts of the financial year 2013 or at any time prior to such date as the general meeting of shareholders/sole shareholder may determine.
4. The address of the Company's registered office is set at 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing person, the proxy-holder signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le treize juin.

Par-devant le soussigné Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

Skywarp SP 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro d'inscription B 164842,

dûment représentée par M. Louis-Foulques Servajeau-Hilst, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 12 juin 2013.

La procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant a requis le notaire soussigné de dresser l'acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer et dont les statuts seront comme suit:

A. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Nom. Il est formé par le souscripteur actuel des parts sociales et/ou toutes personnes qui pourraient devenir un associé dans le futur, une société dans la forme d'une société à responsabilité limitée sous la dénomination «La Mancha International GEC S.à r.l.» (la «Société») qui sera régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, notamment la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 3. Objet.

3.1. La Société a pour objet la création, la détention, le développement et la réalisation d'un portfolio se composant de participations et de droits de toute nature, et de toute autre forme d'investissement dans des entités du Grand-Duché de Luxembourg et dans des entités étrangères, que ces entités soient déjà existantes ou encore à créer, notamment par souscription, acquisition par achat, vente ou échange de titres ou de droits de quelque nature que ce soit, tels que des titres participatifs, des titres représentatifs d'une dette, des brevets et des licences, ainsi que la gestion et le contrôle de ce portfolio.

3.2. La Société pourra également:

- accorder toute forme de garantie pour l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou de tout directeur ou autre titulaire ou agent de la Société, ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société;

- accorder des prêts à toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou assister une telle entité de toute autre manière;

- apporter une assistance technique et prester des services dans le domaine des opérations minières aux sociétés du Groupe, notamment, mais pas exclusivement, une assistance en matière de contrats et opérations d'achat, de service d'approvisionnement, d'exploration minière et de toute activité minière aussi bien que sur des questions financières, administratives ou en matière de ressources humaines se rapportant à une telle activité; et

- prester différents services de conseils en matière administrative et technique aux sociétés du Groupe, notamment, mais pas exclusivement, un support financier, de planification et de détermination budgétaire, de développement d'affaires et une assistance et des services de conseil pour la réorganisation interne, un support juridique, fiscal et administratif, des prestations de services de conseil dans des matières techniques se rapportant aux opérations minières, à la gestion et au développement des ressources, aussi bien qu'en matière de gestion des achats.

3.3. La société peut réaliser toutes les transactions qui serviront directement ou indirectement son objet. Dans le cadre de son objet la Société peut notamment:

- rassembler des fonds, notamment en faisant des emprunts auprès de qui que ce soit ou en émettant tous titres participatifs ou tous titres représentatifs d'une dette, incluant des obligations, en acceptant toute autre forme d'investissement ou en accordant tous droits de toute nature;

- participer à la constitution, au développement et/ou au contrôle de toute entité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger; et

- agir comme associé/actionnaire responsable indéfiniment ou de façon limitée pour les dettes et engagements de toute société du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 4. Siège social.

4.1. Le siège social de la Société est établi en la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2. Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la même commune par décision du conseil de gérance.

4.3. Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.4. Il peut être créé, par une décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

4.5. Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi du Grand-Duché de Luxembourg.

B. Capital social - Parts sociales - Registre des associés - Propriété et Transfert des parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1. La Société a un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales avec une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2. En plus du capital social, un compte prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour payer les parts sociales que la Société pourrait racheter des associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

5.3. Aux conditions et termes prévus par la loi, le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des présents statuts, par ces statuts ou, le cas échéant, par la loi.

5.4. Toutes nouvelles parts sociales à payer en espèces seront offertes par préférence aux associés/à l'associé existant (s). Dans le cas où plusieurs associés existent, ces parts sociales seront offertes aux associés en proportion du nombre de parts sociales détenues par eux dans le capital social de la Société. Le conseil de gérance devra déterminer le délai pendant lequel ce droit de souscription préférentiel pourra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours à compter de la date de l'envoi d'une lettre recommandée aux associés annonçant l'ouverture de la souscription. Toutefois, l'assemblée générale des associés appelée à délibérer sur une augmentation du capital social de la Société, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des associés/de l'associé existant(s). Une telle décision devra être prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Le capital social de la Société est divisé en parts sociales avec chacune la même valeur nominale.

6.2. La Société peut avoir un ou plusieurs associés, étant précisé que le nombre des associés est limité à quarante (40), sauf disposition contraire de la loi.

6.3. Le droit d'un associé dans les actifs et les bénéfices de la Société est proportionnel au nombre de parts sociales qu'il détient dans le capital social de la Société.

6.4. Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre évènement similaire concernant tout associé ou l'associé unique, le cas échéant, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.5. La Société pourra racheter ou retirer ses propres parts sociales, sous réserve d'une annulation immédiate des parts sociales rachetées ou retirées et d'une réduction du capital social correspondante.

6.6. Les parts sociales de la Société sont émises sous forme nominative.

Art. 7. Registre des associés.

7.1. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société et pourra y être consulté par tout associé de la Société. Ce registre contiendra en particulier le nom de chaque associé, son domicile ou son siège social ou son siège principal, le nombre de parts sociales détenues par tel associé, tout transfert de parts sociales, la date de la notification ou de l'acceptation par la Société de ce transfert conformément aux présents statuts ainsi que toutes garanties accordées sur des parts sociales.

7.2. Chaque associé notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'associé qu'elle a reçue.

Art. 8. Propriété et Transfert de parts sociales.

8.1. La preuve du titre de propriété concernant des parts sociales peut être apportée par l'enregistrement d'un associé dans le registre des associés. Des certificats de ces enregistrements pourront être émis et signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant, sur requête et aux frais de l'associé en question.

8.2. La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Si une part sociale est détenue par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de la part sociale à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle part sociale jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant propriétaire unique.

8.3. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par les associés, y compris le cédant, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social. Sauf stipulation contraire par la loi, en cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné par les associés, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) des droits de vote des associés survivants.

8.4. Toute cession de part social doit être documentée par un contrat de cession écrite sous seing privé ou sous forme authentique, le cas échéant, et ce transfert sera opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à la Société ou par l'acceptation de la cession par la Société, suite auxquelles tout gérant peut enregistrer la cession.

8.5. La Société, par l'intermédiaire de n'importe lequel de ses gérants, peut aussi accepter et entrer dans le registre des associés toute cession à laquelle toute correspondance ou tout autre document fait référence et établit les consentements du cédant et du cessionnaire.

C. Assemblée générale des associés

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés.

9.1. Les associés de la Société exercent leurs droits collectifs dans l'assemblée générale des associés, qui constitue un des organes de la Société.

9.2. Si la Société ne possède qu'un seul associé, cet associé exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés. Dans ce cas et lorsque le terme "associé unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à "l'assemblée générale des associés" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à "l'associé unique".

9.3. L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts. A cet égard, dans le but de décider sur tout point suivant, aucune action ou décision ne pourra être prise par le conseil de gérance ou tout gérant sans que l'approbation des associés n'ait été donnée sous la forme de minutes de l'assemblée générale des associés, telle que décrite à l'article 13.1 de ces statuts, ou, le cas échéant, sous la forme de résolutions écrites de l'associé unique, telle que décrite à l'article 13.2 de ces statuts:

- Approbation du budget annuel de la Société.
- Toute émission par la Société de parts sociales ou de titres de toute sorte, incluant sans restriction, sous forme d'option ou comme paiement de dividendes.
- L'acquisition, la souscription, l'échange ou le transfert, par la Société, de titres de tout type ou pour quelque quantité qu'il soit, à l'exception des parts sociales d'un fonds commun ou d'un autre investissement à court terme et sauf si une telle transaction fait partie d'un projet d'investissement préalablement approuvé par les associés.

- La création, l'acquisition ou la vente par la Société de toute société, activité, trust, joint-venture ou toute autre entité de toute sorte, sauf si une telle transaction a été approuvée par les associés dans le cadre du budget annuel de la Société.

- La vente ou l'acquisition par la Société d'actifs ou d'activités économiques, si une telle transaction sort du cadre normal des activités de la Société, sauf si une telle transaction a été approuvée par les associés dans le cadre du budget annuel de la Société.

- Toute opération de partenariat ou tout contrat de joint-venture, auquel la Société est partie, en lien avec l'exploitation minière ou les propriétés, tout pacte d'associés, sauf si une telle transaction fait partie d'un projet de financement préalablement approuvé par les associés.

- La création, l'extension, la réduction ou la suppression par la Société de toute activité, sauf si une telle opération a été approuvée par les associés dans le cadre du budget annuel de la Société.

- Tout accord ou modification portant sur n'importe quel type d'élément matériel de tout contrat en relation avec le financement ou l'emprunt accordé à ou par la Société (incluant le financement sous forme de crédit-bail), pour un montant dépassant USD 1.000.000.

- L'octroi de toute charge, gage, garantie, ou toute autre sûreté quelque soit la forme, sur toutes parts sociales ou actifs de la Société, garantissant un montant excédant USD 1.000.000, à l'exception des sûretés qui font partie de contrats de financement préalablement approuvés par les associés.

- Toute décision concernant un investissement opérationnel par la Société pour un montant par transaction excédant USD 5.000.000, sauf si cet investissement a été approuvé par les associés dans le cadre du budget annuel de la Société comme point spécifique et détaillé et non dans le cadre d'une disposition globale.

- Toute autre décision (incluant la conclusion, la modification ou la résiliation d'un contrat) par la Société concernant un revenu immédiat ou futur, une dépense, un investissement ou un engagement en un ou plusieurs versements, incluant tout contrat d'exploitation, pour un montant par transaction excédant USD 1.000.000, sauf si une telle opération a été approuvée dans le cadre du budget annuel de la Société ou si elle fait partie d'un projet préalablement approuvé par les associés.

- L'introduction et la poursuite de tout type de procédure d'ordre judiciaire, réglementaire ou arbitrale, ainsi que la conclusion de tout accord de règlement en tant que défendeur ou plaignant, si le montant en jeu par procédure excède USD 1.000.000.

- La mise en place par la Société d'un système d'options d'achat de parts sociales, d'épargne d'entreprise, de cotisation, de primes ou d'un régime de participation aux bénéficiaires pour les employés et les dirigeants de la Société et toute modification d'un tel système sauf si cela résulte d'une obligation légale.

- Le recrutement par la Société de tout dirigeant ou employé ayant une position clé ou dont le salaire brut annuel (incluant les bonus et indemnités) excède USD 500.000, ainsi que la démission de tout dirigeant ou employé, l'augmentation de leurs salaires ou des avantages leur étant accordés; l'augmentation du salaire brut annuel (incluant les bonus et indemnités) de tout dirigeant ou employé dès lors que ce salaire excède USD 500.000 après augmentation.

9.4. En cas de pluralité d'associés et si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25), les associés peuvent, au lieu de tenir une assemblée générale d'associés, voter par résolution écrite, aux termes et conditions prévus par la loi. Le cas échéant, les dispositions des présents statuts concernant les assemblées générales des associés s'appliqueront au vote par résolution écrite.

Art. 10. Convocation de l'assemblée générale des associés.

10.1. L'assemblée générale des associés de la Société peut à tout moment être convoquée par le conseil de gérance, par le(s) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, ou par les associés représentant au moins cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, pour être tenue au lieu et date précisés dans l'avis de convocation.

10.2. Si la Société compte plus de vingt cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle des associés doit être tenue dans la commune où le siège social de la Société est situé ou dans un autre lieu tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée.

10.3. L'assemblée générale annuelle des associés doit être convoquée dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

10.4. L'avis de convocation à toute assemblée générale des associés doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé à chaque associé par lettre recommandée, courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

10.5. Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des associés peut être tenue sans convocation préalable.

10.6. Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale, annuelle, peuvent se tenir à l'étranger seulement si, à l'avis discrétionnaire du conseil de gérance, des circonstances de force majeure l'exigent.

Art. 11. Conduite de l'assemblée générale des associés - Vote par résolution écrite.

11.1. Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des associés, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des associés, sans qu'il soit nécessaire

qu'ils soient associés ou membres du conseil de gérance. Le bureau de l'assemblée s'assure spécialement que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des associés.

11.2. Une liste de présence indiquant le nom des associés, le nombre de parts sociales détenues par eux et, si possible, le nom de leur représentant, est dressée et signée par le bureau de l'assemblée générale des associés.

11.3. Quorum et vote

11.3.1. Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.3.2. Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les résolutions des associés sont valablement prises si elles ont été adoptées par les associés représentant au premier vote plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si cette majorité n'a pas été obtenue au premier vote, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois. Au deuxième vote, les résolutions seront valablement adoptées avec une majorité de voix valablement exprimées, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté.

11.4. Un associé peut agir à toute assemblée générale des associés en désignant une autre personne, associé ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de cette procuration étant suffisante pour la prouver. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les associés.

11.5. Tout associé qui prend part à une assemblée générale des associés par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

11.6. Chaque associé peut voter à l'aide d'un bulletin de vote signé en l'envoyant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les associés ne peuvent utiliser que les bulletins de vote qui leur auront été procurés par la Société et qui devront indiquer au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les propositions soumises au vote de l'assemblée, ainsi que pour chaque proposition, trois cases à cocher permettant à l'associé de voter en faveur ou contre la proposition, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des propositions soumises au vote, en cochant la case appropriée. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des associés à laquelle ils se réfèrent.

11.7. Le conseil de gérance peut déterminer toutes les autres conditions à remplir par les associés pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Sous réserve des termes et conditions prévus par la loi, les présents statuts peuvent être modifiés par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée par (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 13. Procès-verbaux des assemblées générales des associés.

13.1. Le bureau de toute assemblée générale des associés rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout associé qui en fait la demande.

13.2. De même, l'associé unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions sous la forme de résolutions écrites de l'associé unique.

13.3. Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers, doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où l'assemblée a été inscrite dans un acte notarié, ou signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

D. Gestion

Art. 14. Pouvoirs du conseil de gérance.

14.1. La Société sera gérée par un maximum de six (6) gérants qui ne doivent pas nécessairement être des associés. En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un conseil de gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la Société. Le conseil de gérance sera composé (i) d'un maximum de trois (3) gérants de catégorie A et (ii) d'un maximum de trois (3) gérants de catégorie B, qui devront être résidents au Luxembourg, étant précisé que les gérants de catégorie B doivent représenter en tout temps la moitié des gérants nommés. Dans la mesure où le terme "gérant unique" n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au "conseil de gérance" utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence au "gérant unique".

14.2. Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toute action nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, à l'exception des pouvoirs que la loi ou les présents statuts réservent à l'associé/aux associés. A cet égard, l'article 9.3 dispose des décisions et actions du conseil de gérance qui sont sujettes à l'approbation préalable des associé(s).

14.3. La gestion journalière de la Société ainsi que représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, peut être déléguée à un ou plusieurs gérants ou à toute autre personne, associé ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement.

tement comme mandataires de la Société. Leur désignation, révocation et pouvoirs sont déterminés par une décision du conseil de gérance.

14.4. La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire de la Société.

14.5. La Société sera gérée exclusivement et effectivement à partir de Luxembourg. Tous les actes de gestion seront posés à ou à partir de Luxembourg.

Art. 15. Composition du conseil de gérance. Le conseil de gérance doit choisir un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui peut n'être ni associé ni membre du conseil de gérance.

Art. 16. Election et Révocation des gérants et Terme du mandat.

16.1. Les gérants seront élus par l'assemblée générale des associés, qui déterminera leurs émoluments et la durée de leur mandat.

16.2. Tout gérant peut être révoqué à tout moment, sans préavis et ad nutum (sans cause), par l'assemblée générale des associés.

16.3. Tout gérant exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout gérant sortant peut également être réélu pour des périodes successives.

Art. 17. Convocation des réunions du conseil de gérance.

17.1. Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres au lieu indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit au prochain alinéa.

17.2. La convocation indique le lieu, le jour et l'heure de la réunion du conseil de gérance. Un avis de convocation écrit à toute réunion du conseil de gérance doit être donné à tous les gérants par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation devra mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque gérant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil de gérance se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance, ou dans le cas de décisions écrites conformément aux présents statuts.

Art. 18. Conduite des réunions du conseil de gérance.

18.1. Le président du conseil de gérance préside à toute réunion du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut provisoirement élire un autre gérant comme président temporaire.

18.2. Quorum

Le conseil de gérance ne peut seulement délibérer et agir valablement que si (i) au moins la majorité de ses gérants incluant au moins un (1) gérant de catégorie B qui devra être présent et un (1) gérant de catégorie A qui pourra être présent ou représenté à une réunion du conseil de gérance.

18.3. Vote

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance, incluant au moins un (1) gérant de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B. En cas d'égalité des votes, le gérant de catégorie B a une voix prépondérante.

18.4. Tout gérant de catégorie B peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant sous forme écrite par télécopie, télégramme, courrier électronique, ou télex un autre gérant de catégorie B comme son mandataire et tout gérant de catégorie A peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant sous forme écrite par télécopie, télégramme, courrier électronique ou télex un autre gérant de catégorie A ou tout gérant de catégorie B comme son mandataire. Un gérant de catégorie B peut représenter plusieurs de ses collègues, gérant de catégorie B ou gérant de catégorie A, et un gérant de catégorie A peut représenter plusieurs de ses collègues, gérant de catégorie A, à la condition toutefois qu'au moins un gérant de catégorie B soit présent à la réunion.

18.5. Tout gérant qui prend part à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à la réunion s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à cette réunion, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Toute participation par conférence téléphonique initiée et présidée par un gérant situé au Luxembourg doit être réputée être faite en personne à une telle réunion et la réunion tenue sous cette forme est réputée avoir été tenue à Luxembourg. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés sera censée s'être tenue au siège social de la Société.

18.6. Le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les gérants sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen

de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque gérant, le cas échéant, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

18.7. Tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du conseil de gérance qui est en conflit avec l'intérêt de la Société doit informer le conseil de gérance de ce conflit d'intérêts et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Ce gérant ne peut ni participer aux discussions concernant la transaction en cause, ni au vote s'y rapportant. Lorsque la Société a un gérant unique et que, dans une transaction conclue entre la Société et le gérant unique, celui-ci a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, ce conflit d'intérêt doit être divulgué dans le procès-verbal enregistrant la transaction en cause. Le présent article 18.7 ne s'applique pas aux opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

18.8. La Société doit indemniser tout gérant et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, des dépenses raisonnables faites par lui en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il a pu être partie en raison de sa fonction passée ou actuelle de gérant, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est associée ou créancière et par laquelle il n'est pas autorisé à être indemnisé, excepté en relation avec les affaires pour lesquelles il est finalement déclaré dans de telles actions, procès et procédures responsable de grosse négligence ou faute grave. En cas de règlement amiable d'un conflit, des indemnités doivent être accordées uniquement dans les matières en relation avec le règlement amiable du conflit pour lesquelles, selon le conseiller juridique de la Société, la personne indemnisée n'a pas commis une telle violation de ses obligations. Le droit à indemnité ci-avant n'exclut pas d'autres droits que la personne concernée peut revendiquer.

Art. 19. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

19.1. Le secrétaire ou, s'il n'a pas été désigné de secrétaire, le président rédige le procès-verbal de toute réunion du conseil de gérance, qui est signé par le président et par le secrétaire, le cas échéant, ou tout gérant de catégorie A et gérant de catégorie B agissant conjointement.

19.2. Le gérant unique, le cas échéant, rédige et signe également un procès-verbal de ses résolutions.

19.3. Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers seront signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

Art. 20. Rapports avec les tiers.

20.1. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par les signatures conjointes d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B ou par la signature du gérant unique, ou par les signatures conjointes ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance ou par le gérant unique. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire(s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites d'une telle délégation.

E. Surveillance de la société

Art. 21. Commissaire(s) aux comptes statutaire(s) - Réviseur(s) d'entreprises.

21.1. Si la Société compte plus que vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes statutaires, qui peuvent être des associés ou non.

21.2. L'assemblée générale des associés détermine le nombre de(s) commissaire(s) aux comptes statutaire(s), nomme celui-ci/ceux-ci et fixe la rémunération et la durée de son/leur mandat. Un ancien commissaire aux comptes ou un commissaire aux comptes sortant peut être réélu par l'assemblée générale des associés.

21.3. Tout commissaire aux comptes statutaire peut être démis de ses fonctions à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés.

21.4. Les commissaires aux comptes statutaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents de toutes les opérations de la Société.

21.5. Les commissaires aux comptes statutaires peuvent être assistés par un expert pour vérifier les livres et les comptes de la Société. Cet expert doit être approuvé par la Société.

21.6. Dans le cas où il existe plusieurs commissaires aux comptes statutaires, ceux-ci constituent un conseil des commissaires aux comptes, qui devra choisir un président parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui n'a pas à être ni associé, ni commissaire aux comptes. Les règles des présents statuts concernant la convocation et la conduite des réunions du conseil de gérance s'appliquent à la convocation et à la conduite des réunions du conseil des commissaires aux comptes.

21.7. Dans l'hypothèse où la Société remplirait deux (2) des trois (3) critères stipulés dans le premier paragraphe de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés et sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, sur une période de temps prévue à l'article 36 de cette même loi, les commissaires aux comptes statutaires sont remplacés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, pour être nommés par l'assemblée générale des associés, qui détermine la durée de son/leur mandat.

F. Exercice social - Bénéfices - Dividendes provisoires

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 23. Affectation des bénéfices.

23.1. Sur les bénéfices annuels nets de la Société, au moins cinq pour cent (5 %) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

23.2. Les sommes allouées à la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'associé en question accepte cette affectation.

23.3. En cas de réduction de capital, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

23.4. Aux conditions et termes prévus par la loi et sur recommandation du conseil de gérance l'assemblée générale des associés décidera de la manière dont le reste des bénéfices annuels nets sera affecté, conformément à la loi et aux présents statuts.

Art. 24. Dividendes intérimaires - Prime d'émission.

24.1. Le conseil de gérance ou l'assemblée générale des associés pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires, sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faites depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des statuts présents et (iii) le commissaire aux comptes de la Société, le cas échéant, a considéré dans son rapport au conseil de gérance, que les deux premières conditions ont été satisfaites.

24.2. La prime d'émission, le cas échéant, est librement distribuable aux associés par une résolution des associés/de l'associé ou des gérants/du gérant, sous réserve de toute disposition légale concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

H. Loi applicable

Art. 26. Loi applicable. Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, concernant les sociétés commerciales.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social de la Société commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2013.

2) Les bénéfices provisoires peuvent aussi être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et Paiement

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de la Société ont été souscrites par Skywarp SP 1 S.à r.l., précitée.

Toutes les parts sociales souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Résolutions de l'associé unique

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et se considérant dûment convoquée, a par la suite pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre de membres au conseil de gérance a été fixé à deux (2).

2) Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société:

a) Mme. Iman Naguib, née le 7 juin 1977, ayant pour adresse professionnelle le 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie A; et

b) M. Fabio Ceccarelli, né le 13 novembre 1962, ayant pour adresse professionnelle le 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B.

3) Le mandat des gérants se termine à la date à laquelle l'assemblée générale des associés/l'associé unique, selon le cas, décide de l'approbation des comptes de la Société pour l'exercice social 2013 ou à toute date antérieure déterminée par l'assemblée générale des associés/l'associé unique, selon le cas.

4) L'adresse du siège social de la Société est fixée au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au représentant du comparant, le représentant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Servajean-Hilst, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 14 juin 2013. Relation: LAC/2013/27477. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée sur demande à la société prénommée.

Luxembourg, le 28 juin 2013.

Référence de publication: 2013086686/888.

(130106425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2013.

CS Investment Funds 1, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé, (anc. CS Fixed Income SICAV-SIF).

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 131.404.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first day of June;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned, was held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders (the "Shareholders") of CS FIXED INCOME SICAV - SIF, a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) - specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisée), incorporated pursuant to a notarial deed dated 21 August 2007 drawn up by Me Paul DECKER, notary then residing in Luxembourg-Eich (Grand Duchy of Luxembourg), and published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2080 of September 25, 2007, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under the number B 131.404, and having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg (the "Company").

The Meeting was opened at 16:00 (CET) at the registered office of the Company in Luxembourg.

The Meeting elected as chairman Mr. Fernand SCHAUS, Director, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The chairman appointed as secretary of the Meeting Ms. Jacqueline SIEBENALLER, Director, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The Meeting elects as scrutineer Mr. Ramon BELARDI, Vice President, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. A common notice reproducing the agenda of the present meeting was sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on 12 June 2013 in accordance with article 10 of the articles of incorporation of the Company.

II. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the shareholders or their proxies, by the office of the meeting and the notary. The said list as well as the proxies signed "ne varietur" will be registered with this deed.

III. It appears from the attendance list that, out of the 26'243'444.92 shares in issue as at June 21, 2013, 21'851'762 shares are present or represented and that they represent 83.26% of the share capital of the Company. The quorum requirement of fifty percent (50%) of the capital as imposed by article 67-1 of the Luxembourg law of 15 August 1915 on commercial companies, as amended, is therefore met and the Meeting can validly deliberate on the proposed agenda.

IV. The agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1. Renaming of the Company into "CS Investment Funds 1", (the "Renaming");

2. Restating of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") in light of the conversion of the Company into an undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS"): the Company being currently subject to the Luxembourg Law dated 13 February 2007 relating to specialized investment funds (as amended, the "2007 Law"), shall be submitted to the provisions of the Law dated 17 December 2010 relating to undertakings for collective investments (as amended, the "2010 Law"), upon approval from the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the "CSSF");

3. Discarding the German translation of the Articles in accordance with article 26 (2) of the 2007 Law respectively article 95 and 26 (2) of the 2010 Law and only have an English version going forward.

After deliberation, the following resolutions were taken unanimously/ with a two-third majority by the Meeting:

First resolution

The Meeting RESOLVED to rename the Company into "CS Investment Funds 1".

Second resolution

The Meeting RESOLVED to restate the articles of incorporation of the Company in light of the conversion of the Company into an undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS") under the provisions of the Law dated 17 December 2010 relating to undertakings for collective investments (as amended, the "2010 Law"): the Company being currently subject to the Luxembourg Law dated 13 February 2007 relating to specialized investment funds.

Henceforth, the articles of incorporation shall be read as follows:

Art. 1. Name. It is hereby established among the subscribers and all those who may become holders of shares, a corporation in the form of a «société anonyme» qualifying as a «société d'investissement à capital variable» under the name of CS Investment Funds 1 (the «Company») which may designate a management company to assist it in the performance of certain duties, as determined from time to time.

Art. 2. Duration. The Company is established for an undetermined period. The Company may be dissolved at any moment by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the «Articles»).

Art. 3. Object. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of all types, and other investments permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operations that it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by part I of the law of 17 December 2010 regarding undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the «Law of 17 December 2010»).

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors (the «Board of Directors»).

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Capital and Certification of Shares. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and will at all time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 21 hereof.

The minimum capital of the Company shall be at least the equivalent of one million two hundred and fifty thousand in Euro (EUR 1,250,000.-) within a period of 6 months following the authorization of the Company.

The Board of Directors is authorized without limitation to issue further shares to be fully paid at any time in accordance with Article 22 hereof without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board of Directors may delegate to any duly authorized Director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of one or more classes of shares be accounted for in subfunds (the «Subfunds») or pools of assets established pursuant to Article 21 hereof and shall invest in transferable securities and other investments permitted by the Law of 17 December 2010 corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or such other areas or sectors, including in units of other undertakings for collective investments as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each Subfund.

The Board of Directors may further decide, in connection with each such Subfund or pool of assets to create and issue new classes of shares within any Subfund that will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Subfund concerned but where a specific sales and redemption charge structure or hedging policy or currency denomination or other distinguishing feature is applied to each class. For the purpose of determining the capital of the Company, the assets and liabilities of the Subfund shall be allocated to the individual classes of shares. If not expressed in Swiss francs respectively, they shall be converted into Swiss francs respectively and the capital shall be the total net assets of all the classes.

Shares are issued in registered form. The Directors may however in their discretion decide to issue shares in bearer form. In respect of bearer shares, certificates will be issued in such denominations as the Board of Directors shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations or the conversion into registered shares, he may be charged the cost of such exchange. The Board of Directors may in its discretion decide whether to issue certificates in respect of registered shares or not. In case the Board of Directors has elected to issue no certificates in respect of registered shares, the shareholder will receive a confirmation of its shareholding. In case the Board of Directors has elected to issue certificates in respect of registered shares and a shareholder does not elect to obtain share certificates, the shareholder will receive instead a confirmation of its shareholding. If a registered shareholder desires that more than one share certificate be issued for its shares, the cost of such additional certificates may be charged to such shareholder. Share certificates shall be signed by two Directors. Both such signatures may be either manual, or printed, or by facsimile.

However, one of such signatures may be by a person delegated to this effect by the Board of Directors. In such latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may from time to time determine. The Company reserves the right to reject any subscription application for shares, whether in whole or in part, at its own discretion for whatever reason.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 22 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or a confirmation of his shareholding.

Payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, at their addresses in the register of shareholders (the «Register of Shareholders») and, in respect of bearer shares, upon presentation of the relevant dividend coupons to the agent or agents appointed by the Company for such purpose.

All issued shares of the Company other than bearer shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of inscribed shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company, the number and class of shares held by him and the amount paid in on each such share. Every transfer of a share other than a bearer share shall be entered in the Register of Shareholders, and every such entry shall be signed by one or more officers of the Company or by one or more persons designated by the Board of Directors.

Transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant bearer share certificates. Transfer of registered shares shall be effected (a) if share certificates have been issued, by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company, and (b), if no share certificates have been issued, by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change the address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered in the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued. Any balance of bearer shares for which no certificate may be issued because of the denomination of the certificates, as well as fractions of such shares may either be issued in registered form or the corresponding payment will be returned to the shareholder as the Board of Directors of the Company may from time to time determine.

Art. 6. Replacement of Certificates. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance Company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company may, at its discretion, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

Art. 7. Restrictions of ownership. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any U.S. Person, as defined hereafter, or any person who is holding shares in breach of any legal or regulatory requirement or whose holding would affect the tax status of the Company or would otherwise be detrimental to the Company or its shareholders, (hereafter «Restricted Persons»), and for such purposes the Company may:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in beneficial ownership of such share by a Restricted Person,

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on, the Register of Shareholders to furnish it with any representations and warranties or any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not, to what extent and under which circumstances, beneficial ownership of such shareholder's shares rests or will rest in Restricted Persons and

c) where it appears to the Company that any Restricted Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares or is in breach of its representations and warranties or fails to make such representations and warranties as the Board of Directors may require, compulsorily purchase from any such shareholder all or part of the shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the «Purchase Notice») upon the shareholder appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the purchase price in respect of such shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the Purchase Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and his name shall be removed as to such shares in the Register of Shareholders.

2) The price at which such shares specified in any Purchase Notice is to be purchased (herein called the «Purchase Price»), shall be equal to the redemption price of shares in the Company, determined in accordance with Article 20 hereof.

3) Payment of the Purchase Price will be made to the owner of such shares, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such Purchase Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any U.S. Person at any meeting of shareholders of the Company.

Art. 8. U.S. Person. Whenever used in these Articles, U.S. Person (the «U.S. Person»), subject to such applicable law and to such changes as the Directors shall notify to shareholders, shall mean a national or resident of the United States of America or any of its territories, possessions or other areas subject to its jurisdiction, including the States and the Federal District of Columbia (the «United States») (including any corporation, partnership or other entity created or organised in, or under the laws, of the United States or any political sub-division thereof), or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) is not included in gross income for the purpose of computing United States federal income tax, provided, however, that the term «U.S. Person» shall not include a branch or agency of a United States bank or insurance company that is operating outside the United States as a locally regulated branch or agency engaged in the banking or insurance business and not solely for the purpose of investing in securities under the United States Securities Act 1933, as amended.

Art. 9. Powers of shareholders meetings. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. Shareholders meetings. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Thursday of April of each year at 11.00 a.m. (Central European Time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 11. Notices and Agenda. The form, quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the net asset value (the «Net Asset Value») per share within its class is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by Luxembourg law.

The convening notices to general meetings may provide that the quorum and the majority requirements at the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at midnight (Central European Time) on the fifth day prior to the general meeting (the «Record Date»). The right of a shareholder to attend a general meeting and to exercise the voting rights attached to his shares are determined in accordance with the number of shares held by the relevant shareholder at the Record Date.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or facsimile transmission.

Except as otherwise required by Luxembourg law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present and entitled to vote at the meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Shareholders will meet upon call by the Board of Directors, pursuant to notice setting forth the agenda sent by mail at least eight days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register of Shareholders.

If any bearer shares are outstanding, notice shall, in addition, be published twice at eight-day intervals provided that the second publication must occur at least eight days prior to the meeting, in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspaper as the Board of Directors may decide.

If however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice of publication.

Art. 12. Board of Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may meet and may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

Art. 13. Procedures of Board Meeting. The Board of Directors may choose from among its members a chairman and one or more vice-chairmen.

It may also choose a secretary, who needs not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of shareholders and at all meetings of the Board of Directors. But in his absence or inability to act, the shareholders or the Directors may appoint another Director or any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors.

Art. 14. Powers of the Board Meeting. The Board of Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy as well as the course and conduct of the management and business affairs of the Company.

The Board of Directors is authorized to determine the investment policy of the Subfunds in compliance with the rules and restrictions as determined from time to time in these Articles and the Company's prospectus (the «Prospectus»). The specific investment objectives, policies and restrictions applicable to each particular Subfund shall be determined by the Board of Directors and disclosed in the Prospectus.

In particular, the investments of the Company may include transferable securities and any other assets permitted by and within the restrictions of the Law of 17 December 2010

Each Subfund is allowed to invest, in accordance with the principle of risk spreading, 100% of its net assets in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a member state of the European Union, one or more

of its local authorities, a non-member state of the European Union, accepted by the CSSF and specified in the Prospectus, or public international body to which one or more member states of the European Union belong, provided that in such case, the Subfund concerned holds securities or money market instruments from at least six different issues, and the securities or money market instruments of any single issue shall not exceed 30% of the Subfund's total assets.

Unless specified otherwise in the Prospectus, no Subfund may in aggregate invest more than 10% of its net assets in units of other UCITS and/or UCIs.

The Company will also be entitled to adopt master-feeder investment policies and thus a Subfund may invest at least 85% of its assets in other UCITS or subfunds of other UCITS in compliance with the provisions of the Law of 17 December 2010 and under the condition that such policy is specifically permitted by the investment policy applicable to the relevant Subfund as disclosed in the Prospectus.

A Sub-Fund may subscribe, acquire and/or hold units to be issued or issued by one or more Sub-Funds of the Company in compliance with the Law of 17 December 2010 and the conditions set out in the Prospectus.

Directors may not, however, bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors from time to time shall appoint the officers of the Company, including a general manager, any assistant general managers, or other officers considered necessary for the operation and management of the Company, who need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to such officers of the Company or to other contracting parties.

Furthermore, the Board of Directors may appoint one or more investment managers and/or investment advisors with respect to the implementation of the investment policy of the Company.

The Board of Directors may also delegate any of its powers to any committee, consisting of such person or persons (whether a member of the Board of Directors or not) as it thinks fit.

Any such appointment may be revoked by the Board of Directors at any time.

Notice of any meeting of the Board of Directors shall be given in writing, or by cable, telegram, telex, facsimile or by other electronic means of transmission to all Directors at least twenty-four hours in advance of the day set for such meeting. The notice shall specify the purposes of and each item of business to be transacted at the meeting, and no business other than that referred to in such notice may be conducted at any such meeting and no action shall be taken by the board not referred to in such notice be valid. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram or facsimile or by other electronic means of transmission of each director and shall be deemed to be waived by any director who is present in person or represented by proxy at the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any Director may act at any duly convened meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by cable or telegram, telex or facsimile another Director as his proxy. Any Director may attend a meeting of the Board of Directors by using teleconference, video means or any other audible or visual means of communication. A Director attending a meeting of Board of Directors by using such means of communication is deemed to be present in person at this meeting.

A meeting of the Board of Directors held by teleconference or videoconference or any other audible or visual means of communication, in which a quorum of Directors participate shall be as valid and effectual as if physically held, provided that a minute of the meeting is made and signed by the chairman of the meeting.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. Directors who are not present in person or represented by proxy may vote in writing or by cable or telegram or telex or facsimile or by other electronic means of communication.

In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

Circular Resolutions signed by all Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters or facsimiles. Such resolutions shall enter into force on the date of the Circular Resolution as mentioned therein. In case no specific date is mentioned, the Circular Resolution shall become effective on the day on which the last signature of a board member is affixed.

Resolutions taken by any other electronic means of communication e.g. e-mail, cables, telegrams or telexes shall be formalized by subsequent Circular Resolution. The date of effectiveness of the then taken Circular Resolution shall be the one of the latest approval received by the Company via electronic means of communication. Such approvals received by all Directors shall remain attached to and form an integral part of the Circular Resolution endorsing the decisions formerly approved by electronic means of communication.

Any Circular Resolutions may only be taken by unanimous consent of all the members of the Board of Directors.

Art. 15. Minutes of the Board Meetings. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman of the meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 16. Conflicts of interest. No contract or other transaction between the Company and any other corporation or firm shall be affected or invalidated by the fact that one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a Director, associate, officer or employee of such other corporation or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a Director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. The term «personal interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving CREDIT SUISSE GROUP, any subsidiary or affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

Art. 17. Indemnity. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct.

Art. 18. Signatory Powers. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors, officers or of any other persons to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 19. Audit. The Company shall appoint an independent auditor («réviseur d'entreprises») who shall carry out the duties prescribed by law. The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders. His mandate will remain valid until his successor has been elected.

Art. 20. Redemption of shares. As more specifically described below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by Luxembourg law.

A shareholder of the Company may request the Company to redeem all or any part of his shares of the Company by notification to be received by the Company prior to the date on which the applicable Net Asset Value shall be determined. In the event of such request, the Company will redeem such shares subject to the limitations set forth by law and subject to any suspension of this redemption obligation pursuant to Article 21 hereof. Shares of the capital stock of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

The shareholder will be paid a price per share based on the Net Asset Value per share of the relevant share class of the Subfund as determined in accordance with the provisions of Article 21 hereof. There may be deducted from the Net Asset Value a redemption charge, or any deferred sales charge payable to a distributor of shares of the Company and an estimated amount representing the costs and expenses which the Company would incur upon realization of the relevant percentage of the assets in the relevant pool to meet redemption requests of such size, as contemplated in the Prospectus of the Company. Payments of the redemption proceeds will be made not later than 10 bank business days as defined in the Prospectus after the next valuation day as defined in Article 21 hereof, following the date on which the request for redemption has been received or after the date on which all the relevant documentation has been received by the Company unless otherwise provided by the Articles.

Any redemption request must be filed by such shareholder at the registered office of the Company in Luxembourg, or at the office of such person or entity as shall be designated by the Company in connection with the redemption of shares, in such form and accompanied by such documents as the Board of Directors may prescribe in the Prospectus of the Company.

If a redemption or conversion of some shares of a class would reduce the holding by any shareholder of shares of such class below the minimum holding requirement as the Board of Directors shall determine from time to time, or, if the minimum subscription amount was waived at the time of subscribing for the relevant class, below the aggregate value of the shares of the relevant class for which the shareholder originally subscribed, then such shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such class.

Further, if redemption requests and conversion requests relate to more than a certain percentage of the shares in issue of a specific class, to be determined from time to time by the Directors and published in the Prospectus of the Company, the Board of Directors may decide that part or all of such shares for redemption or conversion will be deferred for a period that the Board of Directors considers to be in the best interest of the Company. On such deferred date these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company may at any time and at its own discretion proceed to redeem Shares held by shareholders who are not entitled to acquire or possess these shares as described in Article 7 hereof. In particular, the Company is entitled to compulsorily redeem all shares held by a shareholder where any of the representations and warranties made in connection with the acquisition of the shares was not true or has ceased to be true or such shareholder fails to comply with any applicable eligibility condition for a share class. The Company is also entitled to compulsorily redeem all shares held by a shareholder in any other circumstances in which the Company determines that such compulsory redemption would avoid material legal, regulatory, pecuniary, tax, economic, proprietary, administrative or other disadvantages to the Company, including but not limited to the cases where such shares are held by shareholders who are not entitled to acquire or possess these shares or who fail to comply with any obligations associated with the holding of these shares under the applicable regulations.

Art. 21. Calculation of Net Asset Value. For the purpose of determining the issue, redemption and conversion price thereof, the Net Asset Value of shares in the Company shall be determined in respect of each class of shares by the Company from time to time, but in no instance less than twice a month, as the Board of Directors by resolution may direct (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a «Valuation Day»), provided that in any case where any Valuation Day would fall on a day observed as a holiday as stated in the Prospectus or in any other place to be determined by the Board of Directors, such Valuation Day shall then be the next bank business day following such holiday. For the avoidance of doubt, only full bank business days shall be considered as Valuation Days, as further described in the Prospectus.

If a Valuation Day falls on a day which is a holiday in countries whose stock exchanges or other markets are decisive for valuing the majority of a Subfund's assets, the Company may decide, by way of exception, that the Net Asset Value of the shares in this Subfund will not be determined on such days.

The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value of shares of any particular Subfund and the issuance and redemption of shares of such Subfund from its shareholders as well as conversions from and to shares of each Subfund:

- a) where a substantial proportion of the assets of the Subfund cannot be valued because a stock exchange or market is closed other than a usual public holiday, or when trading on such stock exchange or market is restricted or suspended; or
- b) where a substantial proportion of the assets of the Subfund is not freely disposable because a political, economic, military, monetary or any other event beyond the control of the Company does not permit the disposal of the Subfund's assets, or such disposal would be detrimental to the interests of shareholders; or
- c) where a substantial proportion of the assets of the Subfund cannot be valued because of disruption to the communications network or any other reason makes valuation impossible; or
- d) where a substantial proportion of the assets of the Subfund is not available for transactions because restrictions on foreign exchange or other types of restrictions make asset transfers impracticable or it can be objectively demonstrated that transactions cannot be effected at normal foreign exchange rates; or
- e) in any other circumstance or circumstances beyond the control and responsibility of the Board of Directors, where a failure to do so might result in the Fund or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or other detriment which the Fund or its shareholders might not otherwise have suffered.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and shall be notified to investors applying for the issue, the conversion or the repurchase of shares by the Company at the time of the filing of the respective written request.

Such suspension as to any Subfund of shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of the shares of any other Subfund if such circumstances justifying the suspension are not applicable to the investments made on behalf of such Subfund.

Unless otherwise stated in the Prospectus or otherwise decided upon by the Board of Directors, the Net Asset Value of shares of each Subfund in the Company shall be expressed as a per share figure in the reference currency of the relevant Subfund and shall be determined as of any Valuation Day. For determining the Net Asset Value, the assets and liabilities of the Company shall be allocated to the Subfunds (and to the individual share classes within each Subfund), the calculation is carried out by dividing the Net Asset Value of the Subfund by the total number of shares outstanding for the relevant Subfund or the relevant share class. If the Subfund in question has more than one share class, that portion of the Net Asset Value of the Subfund attributable to the particular class will be divided by the number of issued shares of that class, all in accordance with the following valuation regulations or in any case not covered by them, in such manner as the Board of Directors shall think fair and equitable.

The Net Asset Value of an Alternate Currency Class shall be calculated first in the reference currency of the relevant Subfund. Calculation of the Net Asset Value of the Subfund attributable to the particular class will be divided by the number of issued shares of that class, except otherwise provided for by the Prospectus.

In order to protect existing shareholders and subject to the conditions set out in the Prospectus, the Board of Directors may decide to adjust the Net Asset Value per share class of a Subfund upwards or downwards in the event of a net surplus of subscription or redemption applications on a particular Valuation Day. In such case the same Net Asset Value applies

to all incoming and outgoing investors on that particular Valuation Day. The adjustment of the Net Asset Value aims to cover in particular but not exclusively transaction costs, tax charges and bid/offer spreads incurred by the relevant Subfunds due to subscriptions, redemptions and/or conversions in and out of the Subfund.

As specified for the relevant Subfunds in the Prospectus, the Net Asset Value may either be adjusted on every Valuation Day on a net deal basis regardless of the size of the net capital flow or only if a predefined threshold of net capital flows is exceeded.

In the event that on any calendar quarter the aggregate net redemption orders (incl. aggregated net subscriptions over the quarter) do exceed 10% of the Net Asset Value of the initial total net assets of the relevant Subfund as of the beginning of the relevant calendar quarter, the Net Asset Value of the relevant Subfund will be decreased by an amount as specified in the current Prospectus on the relevant Valuation Day. Such amount reflects both the dealing costs that may be incurred by the relevant Subfund and the increased estimated bid/offer spread of (i) the assets in which the relevant Subfund invests and (ii) the constituents of the underlying of the relevant OTC swap transaction. In the event that on any calendar quarter the aggregate net redemption orders (incl. aggregated net subscriptions over the quarter) do exceed 20% of the Net Asset Value of the initial total net assets of the relevant Subfund as of the beginning of the relevant calendar quarter, the Net Asset Value of the relevant Subfund may be determined on the basis of bid prices (instead of the fixed spread as disclosed in the current Prospectus) reasonably quoted to market participants.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board of Directors or by any bank, corporation or other organization which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- a) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other investments and securities owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices)
- d) all units or shares in undertakings for collective investments
- e) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company;
- f) all interest accrued on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;
- g) the preliminary expenses of the Company including the cost of issuing and distributing shares of the Company insofar as the same have not been written off, and
- h) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses. Unless otherwise set forth in the Prospectus or otherwise decided upon by the

Board of Directors, the value of such assets of each Subfund shall be determined as follows:

- a) Securities which are listed or regularly traded on a stock exchange shall be valued at the last available traded price. If such a price is not available for a particular trading day, the closing mid-price (the mean of the closing bid and ask prices) or alternatively the closing bid price may be taken as a basis for the valuation.
- b) If a security is traded on several stock exchanges, the valuation shall be made by reference to the exchange which is the main market for this security.
- c) If a security is traded on a secondary market with regulated trading among securities dealers (with the effect that the price reflects market conditions), the valuation may be based on this secondary market.
- d) Securities traded on a regulated market shall be valued in the same way as those listed on a stock exchange.
- e) Securities that are not listed on a stock exchange and are not traded on a regulated market shall be valued at their last available market price. If no such price is available, the Company shall value these securities in accordance with other criteria to be established by the Board of Directors and on the basis of the probable sales price, the value of which shall be estimated with due care and in good faith.
- f) Derivatives shall be treated in accordance with the above. OTC swap transactions will be valued on a consistent basis based on bid, offer or mid prices as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors. When deciding whether to use the bid, offer or mid-prices, the Board of Directors will take into consideration the anticipated subscription or redemption flows, among other parameters. If, in the opinion of the Board of Directors, such values do not reflect the fair market value of the relevant OTC swap transactions, the value of such OTC swap transactions will be determined in good faith by the Board of Directors or by such other method as it deems in its discretion appropriate.

g) The valuation price of a money market instrument which has a maturity or remaining term to maturity of less than twelve months and does not have any specific sensitivity to market parameters, including credit risk, shall, based on the net acquisition price or on the price at the time when the investment's remaining term to maturity falls below twelve months, be progressively adjusted to the repayment price while keeping the resulting investment return constant. In the event of a significant change in market conditions, the basis for the valuation of different investments shall be brought into line with the new market yields.

h) Units or shares of UCITS or other UCIs shall be valued on the basis of their most recently calculated Net Asset Value, where necessary by taking due account of the redemption fee. Where no Net Asset Value and only buy and sell prices are available for units or shares of UCITS or other UCI, the units or shares of such UCITS or other UCIs may be valued at the mean of such buy and sell prices.

i) Fiduciary and fixed-term deposits shall be valued at their respective nominal value plus accrued interest.

The amounts resulting from such valuations shall be converted into the reference currency of each Subfund at the prevailing mid-market rate. Foreign exchange transactions conducted for the purpose of hedging currency risks shall be taken into consideration when carrying out this conversion.

If a valuation in accordance with the above rules is rendered impossible or incorrect due to particular or changed circumstances, the Company's Board of Directors shall be entitled to use other generally recognized and auditable valuation principles in order to reach a proper valuation of the Subfund's assets.

Investments which are difficult to value (in particular those which are not listed on a secondary market with a regulated price-setting mechanism) are valued on a regular basis using comprehensible, transparent criteria. For the valuation of private equity investments, the Company may use the services of third parties which have appropriate experience and systems in this area. The Board of Directors and the auditor shall monitor the comprehensibility and transparency of the valuation methods and their application.

The net asset value of a share shall be rounded up or down, as the case may be, to the next smallest unit of the reference currency which is currently used unless otherwise stated in the Prospectus.

The Net Asset Value of one or more share classes may also be converted into other currencies at the mid market rate should the Company's Board of Directors decide to effect the issue and redemption of shares in one or more other currencies. Should the Board of Directors determine such currencies, the Net Asset Value of the respective shares in these currencies shall be rounded up or down to the next smallest unit of currency.

B. Unless otherwise decided upon by the Board of Directors, the liabilities of the Company shall be deemed to include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- c) all accrued or payable expenses;
- d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the Board of Directors and
- f) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles, except liabilities represented by shares in the Company.

In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company comprising, among others, formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers including incentive fees, administrative fees, fees and expenses of accountants, custodian and correspondents, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in the countries of registration, any other agent employed by the Company, fees incurred for collateral management in relation to derivative transactions, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the Prospectus, key investor information documents, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature and on estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The Company shall establish pools of assets in the following manner:

- a) the proceeds to be received from the issue of shares of a specific class shall be applied in the books of the Company to the pool established for that class of shares, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such pool attributable to the class of shares to be issued, and the assets and liabilities and income and expenditure attributable to such class shall be applied to the corresponding pool subject to the provisions of this article;
- b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool;

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability shall be allocated equally to all the pools and within each pool pro rata to the Net Asset Values of the relevant classes of shares provided that insofar as justified by the amounts, the allocation among the pools may also be made on the basis of the Net Asset Value of the pools, and provided further that all liabilities, whatever pool they are attributable to, shall, be incurred solely by the pool they were attributed to;

e) when class-specific expenses are paid for any class and/or higher dividends are distributed to shares of a given class, the Net Asset Value of the relevant class of shares shall be reduced by such expenses and/or by any excess of dividends (thus decreasing the percentage of the total net asset value of the relevant pool, as the case may be, attributable to such class of shares) and the Net Asset Value attributable to the other class or -classes of shares shall remain the same (thus increasing the percentage of the total Net Asset Value of the relevant pool, as the case may be, attributable to such other class or classes of shares);

f) when class-specific assets, if any, cease to be attributable to one or several classes only, and/or when income or assets derived there from are to be attributed to all classes of shares issued in connection with the same pool, the share of the relevant class shall increase in the proportion of such contribution; and

g) whenever shares of any class are issued or redeemed, the entitlement to the pool of assets attributable to the corresponding class of shares shall be increased or decreased by the amount received or paid, as the case may be, by the Company for such issue or redemption.

D. For the purposes of this Article:

a) shares of the Company to be redeemed under Article 20 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the close of business on the Valuation Day referred to in this Article, and from such time and until paid the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

b) shares to be issued by the Company pursuant to subscription applications received shall be treated as being in issue as from the close of business on the Valuation Day on which the issue price thereof was determined and such price, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

c) all investments, cash balances and other assets of the Company not expressed in the currency in which the Net Asset Value of any class is denominated, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the asset value of shares and

d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for by the Company on such Valuation Day, to the extent practicable.

E. The Board of Directors may invest and manage all or any part of the pools of assets referred to in section C. of this article 21 (hereafter referred to as «Participating Funds») on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so in accordance with the following provisions.

a) Any such enlarged asset pool («Asset Pool») shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter, the Directors may from time to time make further transfers to the Asset Pool. They may also transfer assets from the Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Asset Pool concerned.

b) The assets of the Asset Pool to which each Participating Fund shall be entitled, shall be determined by reference to the allocations and withdrawals of assets by such Participating Funds and the allocations and withdrawals made on behalf of the other Participating Funds.

c) Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds in proportion to their respective entitlements to the assets in the Asset Pool at the time of receipt.

Art. 22. Subscription Price. Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be the Net Asset Value as hereinabove defined for the relevant class of shares together, if the Directors so decide, with such sum as the Directors may consider represents an appropriate provision for duties and charges (including stamp and other duties, taxes, governmental charges, brokerage, bank charges, transfer fees, registration and certification fees and other similar duties and charges) which would be incurred if all the assets held by the Company and taken into account for the purposes of the relative valuation were to be acquired at the values attributed to them in such valuation and taking into account any other factors which it is in the opinion of the Directors proper to take into account, plus such commission as the Prospectus may provide, such price to be rounded up to the nearest whole unit of the currency in which the Net Asset Value of the relevant shares is calculated, if the Directors so decide, subject to such notice period and procedures as the Board of Directors may determine and publish in the Prospectus of the Company. The price so determined shall be payable not later than seven business days after the date on which the application was accepted or within such shorter delay as the Board of Directors may determine from time to time.

The Company may in the interest of the shareholders accept transferable securities and other assets permitted by the law of 17 December 2010 as payment for subscription («contribution in kind»), provided, the offered transferable securities and other assets correspond to the investment policy and restrictions of the relevant Subfund. Each payment of shares in return for a contribution in kind is subject to a valuation report issued by the auditor of the Company. The Board of Directors may at its sole discretion, reject all or several offered transferable securities and assets without giving reasons. All costs caused by such contribution in kind (including the costs for the valuation report, broker fees, expenses, commissions, etc.) shall be borne by the relevant investor.

In the event of an issue of a new class of shares, the initial issue price shall be determined by the Board of Directors.

Art. 23. Accounting Year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st November and shall terminate on the 31st October of the following year. The accounts of the Company shall be expressed in Swiss francs. When there shall be different classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into Swiss francs and added together for the purpose of the determination of the accounts of the Company.

Art. 24. Dividends. The allocation of the annual results and any other distributions shall be determined by the annual general meeting upon proposal by the Board of Directors. Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on whether or not dividends are declared to the shares of any class or whether any other distributions are made in respect of each class of shares shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set forth above, of the shareholders of such class.

Interim dividends may, subject to such further conditions as set forth by law, be paid out on the shares of any class of shares out of the assets attributable to such class of shares upon decision of the Board of Directors.

No distribution may be made if as a result thereof the capital of the Company became less than the minimum prescribed by the Law of 17 December 2010. The dividends declared will be paid in such currencies at such places and times as shall be determined by the Board of Directors.

Dividends may further, in respect of any class of shares, include an allocation from an equalization account which may be maintained in respect of any such class and which, in such event, will, in respect of such class be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Art. 25. Custody. The Company shall enter into a custodian agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the law regarding collective investment undertakings (the «Custodian»). All securities and cash of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by the Law of 17 December 2010.

In the event of the Custodian desiring to retire, the Board of Directors shall use their best endeavours to find a corporation to act as custodian and upon doing so the Directors shall appoint such corporation to be custodian in place of the retiring Custodian. The Directors may terminate the appointment of the Custodian, but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

Art. 26. Liquidation and Merger. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation, as required by Luxembourg law.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion to their holding of shares in such class.

The dissolution of a Subfund by a compulsory redemption of shares related to such Subfund shall be made upon a resolution of the Board of Directors, if the dissolution is deemed appropriate as the Subfund may no longer be appropriately managed within the interests of the shareholders.

In such an event, having regard to the interests of shareholders, the Company may elect to distribute either cash and/or the other assets to shareholders.

The dissolution of a Subfund may also be made upon a resolution of a general meeting of shareholders in the relevant Subfund. The quorum and majority requirements prescribed by Luxembourg law for decisions regarding amendments to the Articles are applicable to such meetings.

In that event, the Company may upon a one month prior notice to the holders of shares of such Subfund proceed to a compulsory redemption of all shares of the given class at the Net Asset Value calculated (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) at the Valuation Day at which such decision shall take effect.

Registered holders shall be notified in writing. The Company shall inform holders of shares which are not registered by publication of a redemption notice in newspapers to be determined by the Board of Directors, unless all such shareholders and their addresses are known to the Company.

In accordance with the definitions and conditions set out in the Law of 17 December 2010, any Subfund may, either as a merging Subfund or as a receiving Subfund, be subject to mergers with another Subfund of the Company or another

UCITS, on a domestic or cross-border basis. The Company itself may also, either as a merging UCITS or as a receiving UCITS be subject to cross-border and domestic mergers.

Furthermore, a Subfund may as a receiving Subfund be subject to mergers with another UCI or subfund thereof, on a domestic or crossborder basis.

In all cases, the Board of Directors of the Company will be competent to decide on the merger. Insofar as a merger requires the approval of the shareholders pursuant to the provisions of the Law of 17 December 2010, the meeting of shareholders deciding by simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the meeting is competent to approve the effective date of such a merger. No quorum requirement will be applicable. Only the approval of the shareholders of the Subfunds concerned by the merger will be required.

Mergers shall be announced at least thirty days in advance in order to enable shareholders to request the redemption or conversion of their shares.

Art. 27. Amendments to Articles. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided for by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to the said quorum and majority requirements in respect of each such relevant class.

Art. 28. Miscellaneous. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 17 December 2010 as amended and the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended.

Third resolution

The Meeting RESOLVED to discard the German translation of the Articles in accordance with article 26 (2) of the 2007 Law respectively article 95 and 26 (2) of the 2010 Law and only have an English version going forward.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The above-named party has estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection at about one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

Nothing else being in the agenda, the Meeting was closed.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: F. SCHAUS, J. SIEBENALLER, R. BELARDI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 juin 2013. LAC/2013/29032. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 4 juillet 2013.

Référence de publication: 2013092317/712.

(130112925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2013.

Globant S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 173.727.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société tenue en date du 24 mai 2013

En date du 24 mai 2013, l'assemblée générale des actionnaires de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de nommer Monsieur David BYLES, né le 6 avril 1954 à Sutton, Surrey, Royaume-Uni, ayant l'adresse suivante: 48, Parque de Barcelona, La Herradura, Huixquilucan, Mexique, en tant que nouvel administrateur indépendant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale de la Société qui se tiendra en l'année 2013.

Le conseil d'administration se compose désormais comme suit:

- Monsieur Martin MIGOYA, administrateur de catégorie AB
- Monsieur Martin Gonzalo UMARAN, administrateur de catégorie AB

- Monsieur Guibert Andres ENGLEBIENNE, administrateur de catégorie AB
- Monsieur Francisco ALVAREZ-DEMALDE, administrateur de catégorie CDE
- Monsieur Michael E. MARKS, administrateur de catégorie CDE
- Monsieur Bradford Eric BERNSTEIN, administrateur de catégorie FGH
- Monsieur Mario VAZQUEZ, administrateur indépendant
- Monsieur Philip ODEEN, administrateur indépendant
- Monsieur David BYLES, administrateur indépendant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2013.

GLOBALANT S.A.

Signature

Référence de publication: 2013069836/27.

(130086229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

Directors Dealings Fund (DD Fund), Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 154.722.

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration du fonds en date du 23 mai 2013 que monsieur Michel Leitz, né le 09 novembre 1972 à Luxembourg et ayant son adresse professionnelle au 4 rue des Tanneurs, L-6491 Echternach a été coopté administrateur du fonds jusqu'à l'assemblée générale annuelle en 2014.

Le conseil d'administration prend note de la démission de monsieur William Jones de son mandat d'administrateur du fonds en date du 25 mai 2013.

Le nouveau conseil d'administration se compose comme suit:

- M. Athanasios T. Ladopoulos;
- M. Franck Willaime;
- M. Michel Leitz.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le fonds

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013069728/21.

(130085754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.

KEY SAFETY SYSTEMS Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 93.789.

EXTRAIT

L'actionnaire unique de la Société a décidé de renouveler le mandat de Madame Lizanne Guptill en tant que gérante de class A de la Société avec effet au 23 mai 2013 et pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance se compose des personnes suivantes:

- *Gérants de classe A:*

Madame Lizanne Guptill et Monsieur Thomas Dono Jr.

- *Gerant de classe B:*

Monsieur Philippe Van Den Avenne

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KEY SAFETY SYSTEMS Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2013069919/18.

(130086053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2013.